

**ANNEXE I**  
**CAHIER DES CHARGES**

**1. Description du contrat**

Le bureau de la Direction générale de la Protection Civile et des Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (DG-ECHO) à N'Djamena organise un appel d'offre pour le marché en objet, portant sur le service de nettoyage et d'entretien quotidien des locaux du bureau ECHO N'Djamena présentant une surface au sol d'environ 314 m<sup>2</sup> et 8 employés.

**2. Le calendrier**

<b>Calendrier récapitulatif</b>	<b>Date</b>	<b>Commentaires</b>
Date de lancement	07/04/2023	
Dernière date à laquelle les clarifications sont fournies par ECHO	14/04/2023	
Délai de soumission des offres	<b>24/04/2023</b>	
Séance d'ouverture	25/04/2023	
Date d'achèvement de l'évaluation des offres	15/05/2023	
Signature du bon de commande/du contrat	01/06/2023	

**3. Nombre de lots**

N/A

**4. Participation à la procédure D'appel D'offres**

Les soumissionnaires ne doivent satisfaire à aucun des critères d'exclusion indiqués à la section 8.1 du présent cahier des charges et doivent avoir la capacité juridique leur permettant de participer à la présente procédure d'appel d'offres (voir section 8.2.1).

Veuillez noter que toute tentative d'un soumissionnaire visant à obtenir des informations confidentielles ou à influencer ECHO au cours du processus d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraîneront le rejet de son offre.

## 5. Présentation de l'offre

Les offres doivent respecter les conditions suivantes:

### 5.1. Les offres doivent être soumises par courrier électronique.

L'offre doit être adressée à:

**ECHO-Administration.Ndjamena@echofield.eu**

Objet : La signature d'un contrat relatif au service de Nettoyage et entretien du bureau .

— Ne pas ouvrir avant le 25/04/2023

L'offre doit contenir les documents administratifs, techniques et financiers dans des dossiers distincts indiquant clairement le contenu de chacun d'entre eux:

#### • Documents administratifs — Offre technique

- Le formulaire d'identification et de capacité signé, daté et dûment complété figurant à l'annexe V;
- La déclaration sur l'honneur dûment complétée, signée et datée, comme demandé à la section 8.1 et à l'aide du modèle standard figurant à l'annexe VI;
- Les éléments de preuve énumérés à la section 8.2 (sur demande);
- La proposition technique de l'annexe II, qui fournit toutes les informations requises à la section 6.

#### • Proposition financière

- Un original signé de la proposition financière sur la base du format figurant à l'annexe III.

### 5.2. Les offres doivent être rédigées en Français.

Il est primordial que les offres soient présentées dans le bon format et qu'elles comprennent tous les documents qui permettront leur évaluation par le comité d'évaluation. Le non-respect de ces exigences constitue un vice de forme susceptible d'entraîner le rejet des offres.

### 5.3. Contacts entre ECHO et les soumissionnaires

Pendant toute la procédure, les contacts entre le service adjudicateur et les soumissionnaires ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes:

— Avant la date de clôture du dépôt des offres:

\* À la demande des soumissionnaires, le pouvoir adjudicateur peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but d'explicitier la nature du marché. Les demandes de renseignements supplémentaires doivent

être adressées par écrit uniquement par courrier électronique à l'adresse suivante : **ECHO-Administration. Ndjamena@echofield.eu.**

Il ne sera répondu à aucune demande de renseignements supplémentaires reçue moins de cinq jours ouvrables avant la date limite de dépôt de l'offre (pour des raisons pratiques);

\* De sa propre initiative, le pouvoir adjudicateur peut informer le soumissionnaire de toute erreur, imprécision, omission ou toute insuffisance matérielle dans la rédaction des documents d'appel à la concurrence.

\* Le cas échéant, les renseignements supplémentaires et les informations précitées seront communiqués à la même date à tous les (soumissionnaires qui ont demandé le cahier des charges) (candidats invités à participer au marché).

—Après l'ouverture des offres:

\* S'il y a lieu de fournir des éclaircissements ou de corriger des erreurs matérielles manifestes dans la rédaction de l'offre, le pouvoir adjudicateur peut entrer en contact avec le soumissionnaire, ce contact ne pouvant toutefois conduire à aucune modification des termes de l'offre.

## **6. Période et lieu d'exécution des tâches (services)**

La fourniture des services se fera à compter de la signature du bon de commande au bureau ECHO au Tchad, à N'Djamena, Rue de Farcha, concession caisse coton.

## **7. Spécifications techniques**

Toutes les exigences énoncées dans les spécifications techniques suivantes sont considérées comme des exigences minimales et ne sont donc pas soumises à la négociation, le cas échéant, sauf indication contraire pour des aspects particuliers.

## 7.1. Travaux à effectuer

### Travaux journaliers :

#### Bureaux et couloirs :

- Vidange tôt le matin et en fin d'après-midi des corbeilles de tous les bureaux (incluant le bâtiment annexe), y compris le nettoyage des sanitaires.
- Nettoyage les menuiseries et huisseries ;
- Vidange et nettoyage des corbeilles à papiers et des cendriers ;
- Dépoussiérage de tous les meubles et accessoires
- Balayage et nettoyage des planchers de céramique/bois
- Nettoyer les vitres des portes des bureaux et le matériel de bureau dans les couloirs.
- Nettoyer les zones de stockage et les archives.
- Assurer une propreté irréprochable le long des entrées du bâtiment et de l'espace d'attente des visiteurs.
- Dépoussiérage et arrosage des plantes d'intérieur.
- Destruction des papiers à la broyeuse ;
- Descente des poubelles au point de collecte ;
- Nettoyage de l'ensemble des surfaces vitrées,
- Nettoyage des toilettes à l'antitartre et avec des produits désinfectants ;
- Mise en place du distributeur de savon et de papier ;
- Déodorant et désinfectant sur l'ensemble des locaux ;
- Sur demande, préparation des salles de réunion lors des séminaires/rencontres (service de thé/café/boisson) et de débarrassage ;

#### Cuisine et cafétéria :

- Préparation du thé et du café et servez-les aux visiteurs (sur demande)
- Réapprovisionnement des distributeurs d'eau (réfrigérateur et fontaines d'eau) ;
- Ramassage toutes les tasses ou autres ustensiles de cuisine dans les bureaux et vaisselle avant de quitter le bureau le soir.
- Maintenir une atmosphère propre et hygiénique dans la cuisine et la cafétéria, cela comprend le nettoyage quotidien du sol, des armoires, des étagères et des ustensiles de cuisine (tasses, soucoupes, cuillères, couteaux, débarbouillettes et torchons, bouilloire, thermos, cuisinière, etc.) .

#### Toilettes:

- Nettoyage et désinfection des toilettes selon un programme précis (deux fois par jour)
- Assurez-vous qu'il y a suffisamment d'articles de toilette à utiliser dans les toilettes (par exemple, du papier toilette, des mouchoirs en papier, de la crème pour le lavage des mains, des essuie-mains, des désodorisants, etc.)

#### **Travaux hebdomadaires :**

- Nettoyage ventilateurs, pied des chaises, dessus et intérieurs des armoires
- Nettoyage des baies vitrées intérieurs et extérieures ;
- Dépoussiérage murs et plafonds ;
- Nettoyer le dessus des grandes armoires et les côtés verticaux des meubles du bureau.

#### **Travaux trimestriels**

- Nettoyage des magasins de stock du matériel ;
- Nettoyage des toiles d'araignées et des murs extérieurs du bâtiment ;

#### **Gestion des fournitures sanitaires :**

Le soumissionnaire est responsable de fournir les éléments suivants :

- Articles de toilette, qui comprennent - papier toilette, des mouchoirs en papier, de la crème pour le lavage des mains, des essuie-mains, des désodorisants, brosses de toilette, etc.
- Tous les détergents, machines de nettoyage, équipements et accessoires selon l'étendue des travaux fournis.
- Balais, brosses, serpillères, tapis, plumeaux, sècheuses, seaux, sacs poubelle.
- Accessoires de travail tels que gants, harnais, bottes en caoutchouc, uniformes.

### **Obligation du prestataire :**

Le prestataire devra mettre à disposition :

- Un agent d'entretien de 8h00 à 16h30 y compris une pause entre 13h00 et 14h30 pendant quatre jours par semaine (lundi au jeudi) et 4 heures le vendredi de 8h00 à 12h00 qui assurera les travaux journaliers.
- Salaire minimum : l'agent d'entretien sélectionné devra recevoir mensuellement un salaire net minimum égal à 100.000 Francs CFA.

Il devra également :

- Déléguer du personnel compétent, de bonne moralité et en bonne santé ;
- Équiper son personnel en tenue et en matériel de travail pour assurer le bon déroulement du travail ;
- Assurer par l'intermédiaire des contrôleurs itinéraires, un suivi permanent ;
- Remplacer immédiatement tout agent ayant enfreint le règlement ou les règles de moralité ou dont le travail ne paraît pas satisfaisant pour le client ;
- Faire respecter par ses agents les règles de discipline et de sécurité en vigueur chez le client ;

### **Description des espaces du bureau :**

Le bureau ECHO de N'Djamena présente une surface au sol d'environ 314 m<sup>2</sup>.

Il présente les espaces suivants :

- Un couloir 40m<sup>2</sup>
- Une salle serveur 8m<sup>2</sup>
- Une salle de réunion 45m<sup>2</sup>
- Sept bureaux 20, 20, 20, 20, 20 15 et 54m<sup>2</sup>
- Trois toilettes 8 m<sup>2</sup>
- Deux salles d'archives 24 m<sup>2</sup>
- Une Cuisine 20m<sup>2</sup>

Une visite du site est obligatoire pour les soumissionnaires afin de prendre connaissance des surfaces à couvrir et estimer les besoins.

### **7.3 Durée du marché**

Contrat pour une durée de douze (12) mois renouvelable annuellement pour une durée maximale totale de quatre années.

## **8. Critères d'exclusion et de sélection**

### ***8.1. Critères d'exclusion***

#### Élevées

ECHO exclura les offres des soumissionnaires qui se trouvent dans l'une des situations énumérées à l'article 136, paragraphes 1 et 2, du règlement financier<sup>1</sup>. Une liste de ces situations figure dans la déclaration sur l'honneur (voir annexe VI).

#### Documents à compléter et à fournir

Les soumissionnaires fournissent une déclaration sur l'honneur (annexe VI), dûment datée et signée. Cette déclaration indique que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations visées à l'article 136 du règlement financier.

#### Éléments de preuve à fournir

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir des éléments de preuve. Toutefois, ECHO se réserve le droit de demander la preuve du respect des critères de sélection dans toute partie de la procédure de passation de marché.

### ***8.2. Les critères de sélection***

#### 8.2.1. Personnalité juridique

#### Élevées

Le soumissionnaire doit prouver qu'il est autorisé à exécuter le marché selon le droit national: inscription au registre du commerce ou de la profession, déclaration sous serment ou certificat, appartenance à une organisation spécifique, autorisation expresse ou inscription au registre de la TVA.

#### Documents à compléter et à fournir

- Section A remplie du formulaire d'identification et de capacité (annexe V)
- Point B.1 complété du formulaire d'identification et de capacité (annexe V)

#### Éléments de preuve à fournir

Copie du document d'immatriculation à la TVA

#### 8.2.2. Capacité économique et financière

#### Élevées

Le chiffre d'affaires du soumissionnaire doit dépasser 5'000'000 XAF au cours du dernier exercice clos.

---

<sup>1</sup> Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (disponible [ici](#)).

### Documents à compléter et à fournir

— Point B.2 complété du formulaire d'identification et de capacité (annexe V)

### Éléments de preuve à fournir

- États financiers du dernier exercice clos

Si, pour une raison exceptionnelle qu'ECHO estime justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les références demandées par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen jugé approprié par ECHO.

### 8.2.3. Capacité technique et professionnelle :

#### Élevées

Les critères suivants permettront à ECHO de déterminer si un soumissionnaire dispose de la capacité technique et professionnelle nécessaire à la réalisation du marché :

- Le soumissionnaire doit avoir au moins cinq (05) personnes qui travaillent actuellement pour lui dans les domaines liés au présent marché.
- Le soumissionnaire a fourni des services dans le cadre d'au moins trois contrats en nettoyage de bureau à tout moment au cours des trois dernières années (2020-2023)
- Le bordereau de capacité en Annexe III.
- Toute autre preuve que le soumissionnaire pourra produire à l'appui des critères ci-dessus mentionnés.

### Documents à compléter et à fournir

— Point B.3 complété du formulaire d'identification et de capacité (annexe V)

### Éléments de preuve à fournir

- Présentation de l'entreprise
- Listes des noms et contacts des compagnies et organisations (au moins 03 références) à qui des services similaires sont fournis à la date de soumission à cet appel d'offre dans le pays, de préférence à des organismes internationaux et multinationales ayant acceptées de servir de références et pouvant être contactées.
- Liste standard des produits d'entretien /accessoires / qui seront utilisés dans le cadre du présent contrat.
- Preuve que le soumissionnaire dispose du matériel adéquat (monobrosse et équipements de fumigation).
- Disponibilité d'une assurance responsabilité civiles pour les employés

Si, pour une raison exceptionnelle qu'ECHO estime justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les références demandées par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen jugé approprié par ECHO.

## **9. Évaluation des offres et critères D'attribution**

### ***9.1. Conformité avec les prescriptions administratives***

ECHO vérifiera tout d'abord si le soumissionnaire a présenté tous les documents dans les délais requis à la section 5.1 (conformité administrative).

Si l'offre est conforme sur le plan administratif, ECHO vérifiera ensuite si le soumissionnaire respecte d'abord les critères d'exclusion (section 8.1), puis les critères de sélection (section 8.2). Si le soumissionnaire satisfait à ces critères, l'offre sera soumise à l'évaluation technique.

### ***9.2. Évaluation technique***

Un comité d'évaluation attribuera une note à l'offre technique (annexe II). Seules les offres obtenant une note égale ou supérieure à 60 (soixante) sont déclarées « techniquement acceptées » et donc valables pour l'évaluation financière et d'attribution.

### ***9.3. Évaluation financière et critères d'attribution***

Le bureau ECHO attribuera le marché selon le meilleur rapport qualité/prix. Ce ratio tient compte du prix (indiqué à l'annexe III) et de la note obtenue lors de l'évaluation technique (voir annexe II). Les critères d'attribution sont la formule suivante:

$$\text{Score for tender} = \frac{\text{Cheapest price}}{\text{Price of tender X}} \times \text{Total quality score of X}$$

La note maximale pour l'offre technique est de 100 Points.

L'offre obtenant la note la plus élevée remportera le marché.

**ANNEXE II**  
**OFFRE ET TECHNIQUE**  
**À remplir par le soumissionnaire**

Veillez fournir les informations suivantes.

**1. Présentation de l'entreprise et détails de la structure de l'organisation**

Le prestataire devra fournir un organigramme de la structure.

**2. Liste des noms et contacts des compagnies/organisations (au moins 3 références) à qui des services similaires sont fournis à la date de soumission à cet appel d'offre dans le pays, de préférence à des organismes internationaux et multinationales ayant acceptées de servir de références et pouvant être contactées**

Le prestataire devra fournir la liste d'au moins 3 références

**3. Preuve que le soumissionnaire dispose du matériel technique adéquat (monobrosse et équipement de fumigation) ;**

Le Prestataire devra fournir une liste de tous les équipements à utiliser et être capable de fournir la preuve que ces équipements sont les biens de la structure.

**4. Liste standard des produits d'entretien/accessoires/matériel qui seront utilisés dans le cadre du présent marché**

Le prestataire devra fournir la liste ainsi que les quantités des produits à utiliser mensuellement.

**5. Qualité environnementale des produits d'entretien/accessoires/matériel qui seront utilisés dans le cadre du présent marché**

Le prestataire devra indiquer en quoi les produits à utiliser sont conformes aux exigences environnementales

## 6. Critère de notation de l'offre technique

N°	Critères	Point maximum	Score attribué
1	Présentation de l'entreprise et organisation	20	
2	Liste et nom et contact des compagnies ( au moins 3) à qui des services similaires ont été fournis	40	
3	Disponibilité (Preuve) de l'équipement technique, notamment la monobrosse et l'équipement pour fumigation	20	
4	Exhaustivité et qualité de la liste standard des produits/entretien/accessoires/matériels qui seront utilisé dans le cadre du marché Qualité environnementale des produits d'entretien/accessoires/matériel qui seront utilisés dans le cadre du présent marché	20	
	<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	

La note technique minimale à obtenir est de 60 points. Toute note inférieure sera éliminatoire.

Il est demandé de donner vos réponses sur l'annexe V – Formulaire d'identification et de capacité ou alors le faire sur un format lisible à votre choix

**ANNEXE III**  
**OFFRE FINANCIÈRE.**

**À remplir par le soumissionnaire**

- Les prix doivent être indiqués en XAF et inclure toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du contrat.
- Le prix indiqué est ferme et NON révisable.
- Les prix doivent être indiqués hors TVA.
- Les coûts occasionnés par la préparation et la soumission des offres sont à la charge des soumissionnaires et ne sont pas remboursés.

**Prix forfaitaire mensuel XAF :**

# ANNEXE V — FORMULAIRE D'IDENTIFICATION ET DE CAPACITÉ

(À compléter par le soumissionnaire)

Référence: RFQ10908

## A) Identification

CANDIDAT	
Type d'organisation	Téléphone
Adresse complète	
Personne de contact, téléphone et adresse électronique	

## B) Capacité

### 1. Personnalité juridique

Exigence	À remplir par le soumissionnaire	Documents à fournir
Enregistrement en vertu de la législation nationale/immatriculation à la TVA/registre du commerce	<i>Indiquer le numéro d'enregistrement</i>	

### 2. Capacité économique et financière

Exigence	À remplir par le soumissionnaire	Documents à fournir
Chiffre d'affaires de l'année 5000 000 en [XAF]	<i>Indiquer le chiffre d'affaires en XAF</i>	

### 3. Capacité technique et professionnelle;

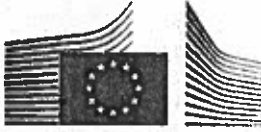
Exigence	À remplir par le soumissionnaire	Documents à fournir
Présentation de l'entreprise (Au moins 5 personnes travaillant dans les domaines liés au présent marché)		

Listes des noms et contacts des compagnies et organisations (au moins 03 références) à qui des services similaires sont fournis à la date de soumission à cet appel d'offre dans le pays, de préférence à des organismes internationaux et multinationales ayant acceptées de servir de références et pouvant être contactées.		
Liste standard des produits d'entretien /accessoires / qui seront utilisés dans le cadre du présent contrat. Qualité environnementale des produits d'entretien/accessoires/matériel qui seront utilisés dans le cadre du présent marché		
Preuve que le soumissionnaire dispose du matériel adéquat (monobrosse et équipements de fumigation).		
Disponibilité d'une assurance responsabilité civiles pour les employés		Fournir un certificat d'assurance valide

Je soussigné, en ma qualité de signataire habilité du soumissionnaire ci-dessus, déclare par la présente que:

- Nous avons examiné et accepté sans réserve ni restriction l'intégralité du contenu du dossier d'appel d'offres pour l'appel d'offres susmentionné.
- Les données fournies concernant le respect des critères de sélection sont exactes.
- Nous proposons de fournir les services demandés dans le dossier d'appel d'offres, qui comprend notre offre technique et notre offre financière.

**Cachet, date et signature du soumissionnaire**



COMMISSION EUROPÉENNE  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE ET DES OPÉRATIONS D'AIDE HUMANITAIRE  
EUROPÉENNES - ECHO

Bureau de N'Djamena/ Tchad

## CONTRAT DE SERVICES

N° – SCXXXX

1. L'Union européenne (ci-après «l'Union»), représentée par la Commission européenne (ci-après «le pouvoir adjudicateur»), représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat au nom de la Direction Générale de la protection civile et des opérations d'Aide Humanitaire Européennes –DG ECHO–par **Monsieur Kurt CORNELIS**, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Tchad,

d' une part, et

2. XXXXXXXXXXX, société prestataire,

Adresse : XXXXXXXXXXXXXXXX.

(ci-après «le contractant»), représentée en vue de la signature du présent contrat de service, par M. XXXXXXXXXXXXXXXX.

d'autre part,

**SONT CONVENU(E)S**

**des conditions particulières, des conditions générales des contrats de services et des annexes suivantes:**

**Annexe I –** Cahier des charges du 31/03/2023

**Annexe II –** Offre du contractant du XX/XX/2023

qui font partie intégrante du présent contrat (ci-après «le contrat»).

Le présent contrat prévoit les obligations des parties pendant et après la durée de celui-ci.

Aucun document produit par le contractant (accords d'utilisation finale, conditions générales, etc.), à l'exception de son offre, n'est applicable, sauf mention contraire explicite dans les conditions particulières du présent contrat. En toutes circonstances, en cas de contradiction entre le présent contrat et les documents produits par le contractant, le présent contrat fait foi, indépendamment des dispositions contraires figurant dans les documents du contractant.

## TABLE DES MATIERES

<u>CONTRAT DE SERVICES</u> .....	1
<u>TABLE DES MATIERES</u> .....	3
<u>I. CONDITIONS PARTICULIERES</u> .....	6
<u>I.1. Ordre de priorité des dispositions</u> .....	6
<u>I.2. Objet</u> .....	6
<u>I.3. Entrée en vigueur et durée</u> .....	6
<u>I.4. Prix</u> .....	6
<u>I.4.1. Prix du contrat et montant maximal</u> .....	6
<u>I.4.2. Indice de révision des prix</u> .....	6
<u>I.4.3. Remboursement de frais</u> .....	6
<u>I.5. Modalités de paiement</u> .....	7
<u>I.5.1. Préfinancement</u> .....	7
<u>I.5.2. Paiements intermédiaires</u> .....	7
<u>I.5.3. Paiement du solde</u> .....	7
<u>I.6. Garanties</u> .....	7
<u>I.6.1. Garantie de bonne fin</u> .....	7
<u>I.6.2. Retenue de garantie</u> .....	7
<u>I.7. Compte bancaire</u> .....	7
<u>I.8. Modalités de communication</u> .....	8
<u>I.9. Responsable du traitement des données</u> .....	8
<u>I.10. Exploitation des résultats du contrat</u> .....	8
<u>I.10.1. Liste détaillée des modes d'exploitation des résultats</u> .....	8
<u>I.10.2. Fourniture d'une liste des droits préexistants et des preuves documentaires</u> .....	9
<u>I.10.3. Fourniture d'une liste des droits préexistants et des preuves documentaires</u> .....	9
<u>I.11. Résiliation par les parties</u> .....	8
<u>I.12. Loi applicable et règlement des litiges</u> .....	9
<u>I.13. Service fourni dans les locaux du pouvoir adjudicateur</u> .....	9
<u>I.14. Autres conditions particulières</u> .....	9
<u>II. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SERVICES</u> .....	11
<u>II.1. Définitions</u> .....	11
<u>II.2. Rôles et responsabilités dans le cas d'une offre conjointe</u> .....	13
<u>II.3. Divisibilité</u> .....	13
<u>II.4. Exécution du contrat</u> .....	13
<u>II.5. Communication entre les parties</u> .....	14
<u>II.5.1 Forme et moyens de communication</u> .....	14
<u>II.5.2 Date des communications par courrier postal et par courrier électronique</u> .....	14
<u>II.5.3 Présentation de documents électroniques via e-PRIOR</u> .....	15
<u>II.5.4 Validité et date des documents électroniques</u> .....	16

<u>II.5.5 Personnes autorisées dans e-PRIOR</u> .....	16
<u>II.6. Responsabilité</u> .....	17
<u>II.7. Conflit d'intérêts et intérêts à caractère professionnel contradictoires</u> .....	17
<u>II.8. Confidentialité</u> .....	18
<u>II.9. Traitement des données à caractère personnel</u> .....	19
<u>II.10. Sous-traitance</u> .....	20
<u>II.11. Avenants</u> .....	20
<u>II.12. Cession</u> .....	20
<u>II.13. Droits de propriété intellectuelle</u> .....	21
<u>II.13.1. Propriété des droits des résultats</u> .....	21
<u>II.13.2. Droits de licence sur le matériel préexistant</u> .....	21
<u>II.13.3. Droits exclusifs</u> .....	21
<u>II.13.4. Identification des droits préexistants</u> .....	23
<u>II.13.5. Preuve de l'octroi des droits préexistants</u> .....	23
<u>II.13.6. Citation d'œuvres dans les résultats</u> .....	24
<u>II.13.7. Droits moraux des auteurs</u> .....	24
<u>II.13.8. Droits à l'image et enregistrements sonores</u> .....	24
<u>II.13.9. Déclaration concernant le droit d'auteur pour les droits préexistants</u> 25	
<u>II.13.10. Visibilité du financement de l'Union et exclusion de responsabilité</u> 25	
<u>II.14. Force majeure</u> .....	25
<u>II.15. Dommages-intérêts</u> .....	25
<u>II.15.1. Livraison tardive</u> .....	25
<u>II.15.2. Procédure</u> .....	26
<u>II.15.3. Nature des dommages-intérêts</u> .....	26
<u>II.15.4. Réclamations et responsabilité</u> .....	26
<u>II.16. Réduction des prix</u> .....	26
<u>II.16.1. Normes de qualité</u> .....	26
<u>II.16.2. Procédure</u> .....	27
<u>II.16.3. Réclamations et responsabilité</u> .....	27
<u>II.17. Suspension de l'exécution du contrat</u> .....	27
<u>II.17.1. Suspension par le contractant</u> .....	27
<u>II.17.2. Suspension par le pouvoir adjudicateur</u> .....	27
<u>II.18. Résiliation du contrat</u> .....	28
<u>II.18.1. Motifs de résiliation par le pouvoir adjudicateur</u> .....	28
<u>II.18.2. Motifs de résiliation par le contractant</u> .....	29
<u>II.18.3. Procédure de résiliation</u> .....	29
<u>II.18.4. Effets de la résiliation</u> .....	29
<u>II.19. Factures, taxe sur la valeur ajoutée et facturation électronique</u> .....	30
<u>II.19.1. Factures et taxe sur la valeur ajoutée</u> .....	30
<u>II.19.2. Facturation électronique</u> .....	30
<u>II.20. Révision des prix</u> .....	30
<u>II.21. Paiements et garanties</u> .....	31
<u>II.21.1. Date du paiement</u> .....	31

<u>II.21.2. Monnaie</u> .....	31
<u>II.21.3. Conversion</u> .....	31
<u>II.21.4. Frais de virement</u> .....	32
<u>II.21.5. Garanties de préfinancement, garanties de bonne fin et retenues de garantie</u> .....	32
<u>II.21.6. Paiements intermédiaires et paiement du solde</u> .....	33
<u>II.21.7. Suspension du délai de paiement</u> .....	33
<u>II.21.8. Intérêts de retard</u> .....	33
<u>II.22. Remboursements</u> .....	34
<u>II.23. Recouvrement</u> .....	35
<u>II.23.2. Procédure de recouvrement</u> .....	35
<u>II.23.3. Intérêts de retard</u> .....	35
<u>II.23.4. Règles en matière de recouvrement dans le cas d'une offre conjointe</u> .....	35
<u>II.24. Contrôles et audits</u> .....	36

• **CONDITIONS PARTICULIERES**

**ORDRE DE PRIORITE DES DISPOSITIONS**

En cas de conflit entre les différentes dispositions du présent contrat, il convient d'appliquer les règles énoncées ci-après.

- a) Les dispositions des conditions particulières prévalent sur celles des autres parties du contrat.
- b) Les dispositions des conditions générales prévalent sur celles des autres annexes.
- c) Les dispositions du cahier des charges (annexe I) prévalent sur celles de l'offre (annexe II).

**I.2 OBJET**

Le présent contrat a pour objet le service de transfert des équipements de vidéo surveillance, alarme anti-intrusion et accès biométrique du nouveau bureau DG-ECHO à Yaoundé.

**I.3 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE**

**I.3.1** Le contrat entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> /05/2023 si les deux parties l'ont déjà signé.

**I.3.2** *L'exécution du contrat* ne peut commencer avant son entrée en vigueur.

**I.3.3** La durée *d'exécution du contrat* ne doit pas dépasser 12 mois. *L'exécution du contrat* commence à la date d'entrée du présent contrat

Le délai *d'exécution du contrat* ne peut être prolongé que moyennant l'accord exprès écrit des parties avant l'expiration du délai.

**I.3.4** Sans objet

**I.3.5** Le contrat est reconduit tacitement 3 fois pour une période respective de 12 mois, sauf si l'une des parties reçoit une *notification formelle* contraire au moins 3 mois avant la fin de la période en cours. La reconduction ne modifie ni n'ajourne les obligations existantes.

**I.4 PRIX**

**I.4.1 Prix du contrat et montant maximal**

Le prix à verser au titre du présent contrat, à l'exclusion des reconductions, du remboursement des frais et de la révision des prix, s'élève à **XXXXXXXX FCFA**

**I.4.2 Indice de révision des prix**

Non applicable.

**I.4.3 Remboursement de frais**

Le remboursement des frais ne s'applique pas au présent contrat.

## **I.5 MODALITES DE PAIEMENT**

### **I.5.1 Préfinancement**

Le préfinancement n'est pas applicable au présent contrat.

### **I.5.2 Paiements intermédiaires**

Les paiements intermédiaires sont applicables dans le cadre de la facturation semestrielle.

### **I.5.3 Paiement du solde**

1. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander le paiement du solde conformément à l'article II.21.6.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit envoyer une facture sur support papier pour demander le paiement du solde dû au titre du contrat, conformément aux dispositions du cahier des charges, accompagnée des documents suivants :

- 1- Les relevés des frais remboursables conformément à l'article II.2
2. Le pouvoir adjudicateur doit approuver les documents ou éléments livrables présentés et effectuer le paiement dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la facture.
3. Le pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai de paiement visé au point 2., conformément à l'article II.21.7.

Une fois la suspension levée, le pouvoir adjudicateur donne son approbation et effectue le paiement dans le délai restant indiqué au point 2., à moins qu'il ne rejette partiellement ou entièrement les documents ou éléments livrables présentés.

## **I.6 GARANTIES**

Les garanties ne sont pas applicables au présent contrat.

### **I.6.1 Garantie de bonne fin**

La garantie de bonne fin n'est pas applicable au présent contrat.

### **I.6.2 Retenue de garantie**

La retenue de garanties n'est pas applicable au présent contrat.

## **I.7 COMPTE BANCAIRE**

Les paiements doivent être effectués sur le compte bancaire du contractant, libellé en monnaie locale (francs CFA), identifié comme suit :

- *Nom de la banque :* XXXXXXXXXX

- Adresse complète de l'agence bancaire : XXXXXXXXX
- Identification précise du titulaire du compte : XXXXXXXXXX
- Numéro de compte complet : XXXXXXXXX
- Code SWIFT XXXXXXXX

## **I.8 MODALITES DE COMMUNICATION**

Aux fins du présent contrat, les communications doivent être envoyées aux adresses suivantes :

### Pouvoir adjudicateur :

Commission européenne

Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO)

Bureau -N'Djamena -Tchad, Route de Farcha -concession caisse coton.

Adresse électronique : [ECHO-administration.Ndjamena@echofield.eu](mailto:ECHO-administration.Ndjamena@echofield.eu)

### Contractant :

Société XXXXXXXXXX

M. XXXXXXXXXXXXX.

BP: XXXXXXXXXXXXXXXX.

## **I.9 RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNEES**

### **I.9.1 Traitement des données personnels par le pouvoir adjudicateur**

Aux fins de l'article II.9 du présent contrat, le responsable du traitement des données est le Chef de l'Unité en charge des contrats et finance.

### **I.9.2 Traitement des données personnels par le pouvoir contractant.**

Sans objet

## **I.10 EXPLOITATION DES RESULTATS DU CONTRAT**

Cette clause n'est pas applicable au présent contrat.

### **I.10.1 Liste détaillée des modes d'exploitation des résultats**

Sans objet

### **1.10.2 License ou transfert des droits préexistant.**

Sans objet

### **1.10.3 Fourniture d'une liste des droits préexistants et des preuves documentaires**

Sans objet

## **I.11 RESILIATION PAR LES PARTIES**

Chaque partie peut résilier le contrat en envoyant une *notification formelle* à l'autre partie avec préavis écrit d'une semaine..

En cas de résiliation du contrat:

- a) aucune partie n'a droit à une quelconque indemnisation;
- b) le contractant n'a droit qu'au paiement des services fournis avant la prise d'effet de la résiliation.

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article II.18.4 sont applicables.

## **I.12 LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES**

**I.12.1** Le contrat est régi par le droit de l'Union, complété, si nécessaire, par le droit du Cameroun.

**I.12.2** Tout litige concernant l'interprétation, l'application ou la validité du contrat relève de la compétence exclusive des tribunaux de Yaoundé, du Cameroun.

## **I.13 SERVICE FOURNI DANS LES LOCAUX DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Sans objet

## **1.14 AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES**

Sans objet

**SIGNATURES**

Pour le contractant,

M. XXXXXXXXXXXXX.

Responsable Société XXXXXX

Pour le pouvoir adjudicateur,

Kurt CORNELIS

Chef de Délégation du Tchad.

Signature: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

Fait à Ndjamena, le

en deux exemplaires en français.

Fait à Ndjamena, le

• **CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SERVICES**

**DEFINITIONS**

Aux fins du présent contrat, les définitions suivantes (des termes indiqués en *italique* dans le texte) sont applicables:

«**auteur**»: toute personne physique qui contribue à la production du *résultat*;

«**back office**»: le(s) système(s) interne(s) utilisé(s) par les parties pour traiter les factures électroniques;

«**conflit d'intérêts**»: situation dans laquelle l'*exécution* impartiale et objective *du contrat* par le contractant est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le pouvoir adjudicateur ou un tiers en rapport avec l'objet du contrat;

«**document de contrôle des interfaces**»: document d'orientation qui énonce les spécifications techniques, les normes de messagerie, les normes de sécurité, les règles syntaxiques et sémantiques, etc., pour faciliter la connexion de machine à machine. Ce document est mis à jour régulièrement;

«**droit préexistant**»: tout droit de propriété industrielle et intellectuelle sur un *matériel préexistant*; il peut s'agir d'un droit de propriété, d'un droit de licence et/ou d'un droit d'utilisation appartenant au contractant, à l'*auteur*, au pouvoir adjudicateur ainsi qu'à tout tiers;

«**e-PRIOR**»: plateforme de communication axée sur le service, qui fournit une série de services web et permet l'échange de messages et de documents électroniques normalisés entre les parties. Cet échange se fait au moyen de services web, avec une connexion de machine à machine entre les systèmes de *back office* des parties (*messages EDI*), ou au moyen d'une application web (le *portail fournisseurs*). La plateforme peut être utilisée pour l'échange entre les parties des documents électroniques tels que les demandes électroniques de services, les contrats spécifiques électroniques et l'acceptation électronique des services ou les factures électroniques. Les spécifications techniques (c'est-à-dire le *document de contrôle des interfaces*), les modalités précises d'accès et les manuels de l'utilisateur sont disponibles à l'adresse suivante:

[http://ec.europa.eu/dgs/informatics/supplier\\_portal/documentation/documentation\\_en.htm](http://ec.europa.eu/dgs/informatics/supplier_portal/documentation/documentation_en.htm);

«**erreur substantielle**»: toute violation d'une disposition contractuelle résultant d'un acte ou d'une omission qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union;

«**exécution du contrat**»: exécution de tâches et prestation par le contractant des services achetés pour le pouvoir adjudicateur;

«**force majeure**»: toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties, qui empêche l'une d'entre elles d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations découlant du contrat. La situation ou l'événement ne doit pas être imputable à la faute ou à la négligence de l'une des parties ou d'un sous-traitant, et doit se révéler inévitable en dépit de toute la diligence employée. Une défaillance dans une prestation, le défaut des équipements, du matériel ou des matériaux ou leur mise à disposition tardive, les conflits de

travail, les grèves et les difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de *force majeure*, sauf si cette situation est la conséquence directe d'un cas de *force majeure* établi;

«**fraude**»: tout acte ou omission intentionnel portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union relatif à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ou à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique;

«**information ou document confidentiel**»: toute information ou tout document reçu par chaque partie de la part de l'autre partie, ou auquel chaque partie a accès dans le cadre de l'*exécution du contrat*, que l'une d'entre elles a désigné par écrit comme étant confidentiel. Les informations et documents confidentiels ne comprennent pas d'informations accessibles au public;

«**intérêts à caractère professionnel contradictoires**»: situation dans laquelle les activités professionnelles précédentes ou actuelles du contractant portent atteinte à sa capacité d'exécuter le contrat selon une norme de qualité appropriée;

«**irrégularité**»: toute violation d'une disposition du droit de l'Union résultant d'un acte ou d'une omission d'un opérateur économique qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union;

«**matériel préexistant**»: tout matériel, document, technologie ou savoir-faire qui existe avant son utilisation par le contractant pour la production d'un *résultat* dans le cadre de l'*exécution du contrat*;

«**message EDI**» (échange de données informatisé): message créé et échangé par transfert électronique, d'ordinateur à ordinateur, de données commerciales et administratives au moyen d'une norme convenue;

«**notification**» (ou «notifier»): forme de communication entre les parties établie par écrit, y compris par voie électronique;

«**notification formelle**» (ou «notifier formellement»): forme de communication entre les parties établie par écrit par courrier postal ou par courrier électronique, qui fournit à l'expéditeur la preuve irréfutable que le message a été livré au destinataire spécifié;

«**personne liée**»: toute personne ayant le pouvoir de représenter le contractant ou de prendre des décisions en son nom;

«**personnel**»: personnes employées directement ou indirectement par le contractant, ou ayant conclu un contrat avec celui-ci, pour exécuter le contrat;

«**portail fournisseurs**»: portail *e-PRIOR*, qui permet au contractant d'échanger des documents commerciaux sur support électronique, tels que les factures, au moyen d'une interface utilisateur graphique; ses principales caractéristiques sont indiquées dans le document présentant un aperçu du portail fournisseurs, disponible à l'adresse: [http://ec.europa.eu/dgs/informatics/supplier\\_portal/doc/um\\_supplier\\_portal\\_overview.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/informatics/supplier_portal/doc/um_supplier_portal_overview.pdf);

«**résultat**»: tout produit escompté de l'*exécution du contrat*, quelle que soit sa forme ou sa nature, livré et approuvé en tout ou en partie par le pouvoir adjudicateur. Un *résultat* peut également être défini dans le présent contrat comme un élément livrable. Un *résultat* peut, en plus du matériel produit par le contractant ou à sa demande, inclure également du *matériel préexistant*.

## **ROLES ET RESPONSABILITES DANS LE CAS D'UNE OFFRE CONJOINTE**

En cas d'offre conjointe présentée par un groupement d'opérateurs économiques, et si le groupement n'est pas doté de la personnalité juridique ou de la capacité juridique, un de ses membres est désigné comme chef de file.

## **DIVISIBILITE**

Chaque disposition du présent contrat est dissociable et distincte des autres. Si une disposition est ou devient illégale, invalide ou inapplicable dans une certaine mesure, elle doit être dissociée du reste du contrat. Cela ne porte pas atteinte à la légalité, à la validité ou à l'applicabilité des autres dispositions du contrat, qui restent pleinement en vigueur. La disposition illégale, invalide ou inapplicable doit être remplacée par une disposition de substitution légale, valide et applicable, qui correspond autant que possible à l'intention réelle des parties qui sous-tend la disposition illégale, invalide ou inapplicable. Le remplacement de cette disposition doit se faire conformément à l'article II.11. Le contrat doit être interprété comme s'il contenait la disposition de substitution depuis son entrée en vigueur.

## **EXECUTION DU CONTRAT**

- II.4.1** Le contractant doit fournir des services répondant à des normes de qualité élevées, conformément à l'état de la technique dans le secteur concerné et aux dispositions du présent contrat, et plus particulièrement au cahier des charges et aux conditions de son offre.
- II.4.2** Le contractant doit satisfaire aux exigences minimales prévues dans le cahier des charges. Cela comprend le respect des obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE<sup>1</sup>.
- II.4.3** Le contractant doit obtenir tout permis ou licence requis dans l'État où les services doivent être fournis.
- II.4.4** Sauf indication contraire, tous les délais stipulés dans le contrat sont calculés en jours civils.
- II.4.5** Le contractant ne doit pas se présenter comme un représentant du pouvoir adjudicateur et doit informer les tiers qu'il ne fait pas partie de la fonction publique européenne.

---

<sup>1</sup> JO L 94 du 28.3.2014, p. 65.

**II.4.6** Le contractant est responsable du *personnel* qui exécute les services et exerce son autorité sur son *personnel* sans interférence du pouvoir adjudicateur. Le contractant doit informer son *personnel*:

- a) qu'il ne peut accepter d'instructions directes de la part du pouvoir adjudicateur; et
- b) que sa participation à la fourniture des services ne débouche pas sur un emploi auprès du pouvoir adjudicateur ou sur une relation contractuelle avec ce dernier.

**II.4.7** Le contractant doit veiller à ce que le *personnel* exécutant le contrat ainsi que le *personnel* de remplacement futur possèdent les qualifications et l'expérience professionnelles requises pour fournir les services, en fonction des critères de sélection énoncés dans le cahier des charges.

**II.4.8** À la demande motivée du pouvoir adjudicateur, le contractant doit remplacer tout membre du *personnel* qui:

- a) ne possède pas l'expertise requise pour fournir les services; ou
- b) a causé des perturbations dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le contractant supporte les coûts de remplacement de son *personnel* et est responsable de tout retard dans la fourniture des services résultant du remplacement du *personnel*.

**II.4.9** Le contractant doit enregistrer et signaler au pouvoir adjudicateur tout problème altérant sa capacité à fournir les services. Le rapport doit décrire le problème, indiquer la date à laquelle il est apparu et les mesures prises par le contractant pour le résoudre.

## COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

### II.5.1 Forme et moyens de communication

Toute communication d'informations, d'avis ou de documents au titre du contrat doit:

- a) être établie par écrit sur support papier ou sous forme électronique dans la langue du contrat;
- b) porter le numéro du contrat;
- c) être établie selon les modalités de communication indiquées à l'article 1.8; et
- d) être envoyée par courrier postal, courrier électronique ou, pour les documents visés dans les conditions particulières, via *e-PRIOR*.

Si une partie demande la confirmation écrite d'un courrier électronique dans un délai raisonnable, l'autre partie doit fournir le plus rapidement possible une version originale signée, sur support papier, de la communication.

Les parties conviennent que toute communication faite par courrier électronique produit tous ses effets juridiques et est recevable comme élément de preuve dans des procédures judiciaires.

### II.5.2 Date des communications par courrier postal et par courrier électronique

Toute communication est réputée effectuée au moment de sa réception par la partie destinataire, sauf si le présent contrat renvoie à la date à laquelle la communication a été envoyée.

Tout courrier électronique est réputé reçu par la partie destinataire le jour de son envoi, pour autant qu'il soit adressé à l'adresse électronique mentionnée à l'article 1.8. L'expéditeur doit être en mesure de prouver la date d'envoi. Si l'expéditeur reçoit une notification d'échec de remise, il doit tout mettre en œuvre pour faire en sorte que l'autre partie reçoive effectivement la communication par courrier électronique ou par courrier postal. Dans ce cas, l'expéditeur n'est pas considéré comme ayant manqué ou contrevenu à son obligation d'envoyer la communication dans un délai spécifique.

Le courrier envoyé au pouvoir adjudicateur est réputé reçu par celui-ci à la date de son enregistrement par le service responsable visé à l'article 1.8.

Les *notifications formelles* sont réputées reçues par le destinataire à la date de réception indiquée dans la preuve reçue par l'expéditeur selon laquelle le message a été transmis au destinataire spécifique.

### **II.5.3 Présentation de documents électroniques via e-PRIOR**

Si les conditions particulières le prévoient, l'échange de documents électroniques, comme les factures, entre les parties est automatisé au moyen de l'utilisation de la plateforme *e-PRIOR*. Cette plateforme prévoit deux possibilités d'échange : soit au moyen de services web (connexion de machine à machine), soit au moyen d'une application web (le *portail fournisseurs*).

Le pouvoir adjudicateur prend les mesures nécessaires pour mettre en œuvre et assurer la maintenance des systèmes électroniques qui permettent une utilisation efficace du *portail fournisseurs*.

Dans le cas d'une connexion de machine à machine, une connexion directe est établie entre les *back offices* des parties. Dans ce cas, les parties prennent de leur côté les mesures nécessaires pour mettre en œuvre et assurer la maintenance des systèmes électroniques qui permettent une utilisation efficace de la connexion de machine à machine. Les systèmes électroniques sont spécifiés dans le *document de contrôle des interfaces*. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit prendre les mesures d'ordre technique nécessaires pour établir une connexion de machine à machine, à ses propres frais.

Si la communication via le *portail fournisseurs* ou via les services web (connexion de machine à machine) est empêchée par des facteurs indépendants de la volonté d'une des parties, celle-ci doit le *notifier* à l'autre immédiatement, et les parties doivent prendre les mesures nécessaires pour rétablir cette communication.

S'il est impossible de rétablir la communication dans un délai de deux jours ouvrables, l'une des parties doit *notifier* à l'autre que les autres moyens de communication visés à l'article II.5.1 seront utilisés jusqu'à ce que le *portail fournisseurs* ou la connexion de machine à machine soit rétabli.

Lorsqu'une modification du *document de contrôle des interfaces* exige des adaptations, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) dispose d'un maximum de six mois à compter de la réception de la *notification* pour mettre en œuvre cette modification. Ce délai peut être raccourci d'un commun accord entre les parties. Ce délai ne s'applique pas aux mesures urgentes requises par la politique de sécurité du pouvoir adjudicateur visant à garantir

l'intégrité, la confidentialité et la non-répudiation des informations ainsi que la disponibilité d'*e-PRIOR*, qui doivent être appliquées immédiatement.

#### **II.5.4 Validité et date des documents électroniques**

Les parties conviennent que tout document électronique, y compris les pièces jointes, échangé via *e-PRIOR*:

- a) est considéré comme équivalant à un document sur support papier;
- b) est réputé être l'original du document;
- c) est juridiquement contraignant pour les parties dès qu'une personne autorisée dans *e-PRIOR* a exécuté l'action «signer» dans le système et porte tous ses effets juridiques; et
- d) constitue une preuve des informations qu'il contient et est recevable comme élément de preuve dans des procédures judiciaires.

Les parties renoncent expressément à tout droit de contester la validité d'un tel document sur le seul motif que les communications entre les parties ont été effectuées via *e-PRIOR* ou que le document a été signé via *e-PRIOR*. Si une connexion directe est établie entre les *back offices* des parties pour permettre le transfert électronique de documents, les parties conviennent qu'un document électronique, envoyé comme indiqué dans le *document de contrôle des interfaces*, est considéré comme un *message EDI*.

Si le document électronique est envoyé via le *portail fournisseurs*, il est réputé avoir été légalement émis ou envoyé lorsque le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) est en mesure de soumettre le document électronique avec succès sans message d'erreur. Les documents PDF et XML générés pour le document électronique sont considérés comme un accusé de réception par le pouvoir adjudicateur.

Si un document électronique est envoyé au moyen d'une connexion directe établie entre les *back offices* des parties, ce document électronique est réputé avoir été légalement émis ou envoyé lorsque le statut est «reçu», tel qu'indiqué dans le *document de contrôle des interfaces*.

Lorsqu'il utilise le *portail fournisseurs*, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut télécharger le message PDF ou XML pour chaque document électronique pendant un an après la soumission. Après cette période, les copies des documents électroniques ne sont plus disponibles pour un téléchargement automatique à partir du *portail fournisseurs*.

#### **II.5.5 Personnes autorisées dans e-PRIOR**

Le contractant présente une demande pour chaque personne qui doit se voir accorder le rôle d'«utilisateur» dans *e-PRIOR*. Ces personnes sont identifiées au moyen du service d'authentification de la Commission européenne (ECAS) et autorisées à accéder à *e-PRIOR* et à y effectuer des actions dans les limites autorisées par le rôle d'utilisateur que le pouvoir adjudicateur leur a attribué.

Les rôles d'utilisateur permettant aux personnes autorisées dans *e-PRIOR* de signer des documents juridiquement contraignants, tels que des offres spécifiques ou des contrats spécifiques, sont accordés sur présentation des documents justificatifs attestant que la personne autorisée est habilitée à agir en qualité de représentant légal du contractant.

## RESPONSABILITE

- II.6.1** Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable des dommages ou pertes causés par le contractant, y compris les dommages ou pertes causés à des tiers à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*.
- II.6.2** Si la législation applicable le requiert, le contractant doit souscrire une police d'assurance couvrant les risques et dommages ou pertes relatifs à l'*exécution du contrat*. Il doit également souscrire les assurances complémentaires qui sont d'usage dans son secteur d'activité. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit lui fournir la preuve de la couverture d'assurance.
- II.6.3** Le contractant est responsable des pertes ou dommages causés au pouvoir adjudicateur à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*, y compris dans le cadre de la sous-traitance, cette responsabilité étant toutefois limitée à un montant ne dépassant pas trois fois la valeur totale du contrat. Cependant, si le dommage ou la perte est imputable à une faute grave ou une faute intentionnelle du contractant, de son *personnel* ou de ses sous-traitants, le contractant est responsable du montant total du dommage ou de la perte.
- II.6.4** Si un tiers intente une action contre le pouvoir adjudicateur en relation avec l'*exécution du contrat*, y compris toute action pour violation supposée de droits de propriété intellectuelle, le contractant doit prêter assistance au pouvoir adjudicateur lors de la procédure judiciaire, notamment en intervenant à l'appui du pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier.  
Si la responsabilité du pouvoir adjudicateur envers le tiers est établie et que cette responsabilité est causée par le contractant à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*, l'article II.6.3 est applicable.
- II.6.5** Si le contractant se compose d'au moins deux opérateurs économiques (ayant présenté une offre conjointe), ceux-ci sont conjointement et solidairement responsables de l'*exécution du contrat* à l'égard du pouvoir adjudicateur.
- II.6.6** Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des pertes ou dommages subis par le contractant à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*, à moins que cette perte ou ce dommage n'ait été causé par une faute intentionnelle ou une faute grave de la part du pouvoir adjudicateur.

## CONFLIT D'INTERETS ET INTERETS A CARACTERE PROFESSIONNEL CONTRADICTOIRES

- II.7.1** Le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation de *conflit d'intérêts* ou d'*intérêts à caractère professionnel contradictoires*.
- II.7.2** Le contractant doit *notifier* par écrit au pouvoir adjudicateur le plus rapidement possible toute situation qui pourrait constituer un *conflit d'intérêts* ou un *intérêt à caractère professionnel contradictoire* durant l'*exécution du contrat*. Le contractant doit prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le pouvoir adjudicateur peut effectuer les actions suivantes:

- a) vérifier que les mesures du contractant sont appropriées;
- b) exiger que le contractant prenne des mesures supplémentaires dans un délai imparti.

**II.7.3** Le contractant doit répercuter par écrit toutes les obligations pertinentes auprès:

- a) des membres de son *personnel*;
- b) de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom;
- c) des tiers participant à l'*exécution du contrat*, y compris les sous-traitants.

Le contractant doit également veiller à ce que les personnes visées ci-dessus ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts.

## CONFIDENTIALITE

**II.8.1** Le pouvoir adjudicateur et le contractant doivent traiter de manière confidentielle toute information ou tout document, sous quelque forme que ce soit, divulgué par écrit ou oralement, qui est lié à l'*exécution du contrat* et désigné par écrit comme étant confidentiel.

**II.8.2** Chaque partie a l'obligation:

- a) de ne pas utiliser d'*informations ou de documents confidentiels* à des fins autres que le respect des obligations qui lui incombent en vertu du contrat sans l'accord préalable écrit de l'autre partie;
- b) d'assurer la protection de ces *informations ou documents confidentiels* en garantissant le même niveau de protection que pour ses propres *informations confidentielles*, et dans tous les cas avec toute la diligence nécessaire;
- c) de ne pas divulguer, directement ou indirectement, des *informations ou documents confidentiels* à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre partie.

**II.8.3** Les obligations de confidentialité prévues au présent article sont contraignantes pour le pouvoir adjudicateur et le contractant pendant l'*exécution du contrat* et tant que les informations ou les documents restent confidentiels, sauf si:

- a) la partie concernée accepte de libérer plus tôt l'autre partie de l'obligation de confidentialité;
- b) les *informations ou les documents confidentiels* deviennent publics par d'autres moyens qu'une violation de l'obligation de confidentialité;
- c) la législation applicable exige la divulgation des *informations ou documents confidentiels*.

**II.8.4** Le contractant doit obtenir de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom, ainsi que des tiers participant à l'*exécution du contrat*, l'engagement qu'ils se conformeront au présent article. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit fournir un document attestant de cet engagement.

## **TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

- II.9.1** Les données à caractère personnel mentionnées dans le contrat doivent être traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Ces données ne doivent être traitées par le responsable du traitement des données qu'aux fins de l'exécution, de la gestion et du suivi du contrat, sans préjudice de leur éventuelle transmission aux organes chargés d'une mission de contrôle ou d'inspection en application du droit de l'Union.
- II.9.2** Le contractant dispose d'un droit d'accès aux données à caractère personnel le concernant, de même que d'un droit de rectification de ces données. Il adresse toute question concernant le traitement de ces dernières au responsable du traitement des données.
- II.9.3** Le contractant a le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données.
- II.9.4** Si le contrat exige le traitement de données à caractère personnel par le contractant, celui-ci ne peut agir que sous la supervision du responsable du traitement des données, notamment en ce qui concerne les fins du traitement, les catégories de données pouvant être traitées, les destinataires des données et les moyens par lesquels la personne concernée peut exercer ses droits.
- II.9.5** Le contractant doit donner à son *personnel* l'accès aux données dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat.
- II.9.6** Le contractant doit adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel appropriées eu égard aux risques inhérents au traitement et à la nature des données à caractère personnel concernées, afin:
- a) de prévenir l'accès par des personnes non autorisées aux systèmes informatiques de traitement des données à caractère personnel, notamment d'empêcher:
    - i) toute lecture, copie, modification ou tout déplacement non autorisés des supports de stockage,
    - ii) toute saisie non autorisée de données, ainsi que toute divulgation, toute modification ou tout effacement non autorisés de données à caractère personnel stockées,
    - iii) l'utilisation par des personnes non autorisées des systèmes de traitement de données au moyen d'installations de transmission de données;
  - b) de garantir que les utilisateurs autorisés d'un système de traitement des données ne puissent accéder qu'aux données à caractère personnel que leur droit d'accès leur permet de consulter;

- c) de garder une trace des données à caractère personnel qui ont été communiquées, du moment où elles ont été communiquées et de leur destinataire;
- d) de garantir que les données à caractère personnel qui sont traitées pour le compte de tiers ne puissent l'être que de la façon prévue par le pouvoir adjudicateur;
- e) de garantir que, lors de la communication de données à caractère personnel et du transport de supports de stockage, les données ne puissent être lues, copiées ou effacées sans autorisation;
- f) de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des données.

### **SOUS-TRAITANCE**

- II.10.1** Le contractant ne peut sous-traiter ni faire exécuter le contrat par des tiers autres que ceux déjà mentionnés dans son offre sans autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.
- II.10.2** Même si le pouvoir adjudicateur autorise la sous-traitance, le contractant reste lié par ses obligations contractuelles et est le seul responsable de l'*exécution du présent contrat*.
- II.10.3** Le contractant doit veiller à ce que le sous-contrat ne porte pas atteinte aux droits du pouvoir adjudicateur en vertu du présent contrat, et notamment ceux visés aux articles II.8, II.13 et II.24.
- II.10.4** Le pouvoir adjudicateur peut demander au contractant de remplacer un sous-traitant se trouvant dans une des situations visées aux points d) et e) de l'article II.18.1.

### **AVENANTS**

- II.11.1** Tout avenant au contrat doit être établi par écrit avant l'exécution de toute obligation contractuelle.
- II.11.2** Tout avenant ne doit apporter aucune modification au contrat qui pourrait altérer les conditions initiales de la procédure de passation de marchés ou donner lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires.

### **CESSION**

- II.12.1** Le contractant ne peut céder les droits et obligations, y compris les créances et l'affacturage, découlant du contrat sans l'autorisation préalable écrite du pouvoir adjudicateur. En pareils cas, le contractant doit communiquer au pouvoir adjudicateur l'identité de l'ayant droit.
- II.12.2** Aucun droit ou obligation cédé par le contractant sans autorisation n'est opposable au pouvoir adjudicateur.

## **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **– Propriété des droits des résultats**

L'Union acquiert irrévocablement et partout dans le monde la propriété des *résultats* et de tous les droits de propriété intellectuelle découlant du contrat. Les droits de propriété intellectuelle ainsi acquis comprennent tous les droits, par exemple le droit d'auteur ou d'autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle, sur les *résultats* et sur toutes les solutions technologiques et informations créées ou produites par le contractant ou son sous-traitant dans le cadre de l'*exécution du contrat*. Le pouvoir adjudicateur peut exploiter et utiliser les droits acquis comme indiqué dans le présent contrat. L'Union acquiert tous les droits dès l'approbation par le pouvoir adjudicateur des *résultats* livrés par le contractant. Cette livraison et cette approbation sont réputées constituer une cession effective des droits du contractant à l'Union.

Le paiement du prix inclut toutes les rémunérations dues au contractant relatives à l'acquisition de la propriété des droits par l'Union, notamment toutes les formes d'exploitation et d'utilisation des *résultats*.

### **– Droits de licence sur le matériel préexistant**

Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, l'Union n'acquiert pas la propriété des *droits préexistants* dans le cadre du présent contrat.

Le contractant accorde une licence libre de redevance, non exclusive et irrévocable sur les *droits préexistants* à l'Union, qui peut utiliser le *matériel préexistant* selon tous les modes d'exploitation prévus dans le présent contrat. Tous les *droits préexistants* font l'objet de licences accordées à l'Union dès la livraison des *résultats* et leur approbation par le pouvoir adjudicateur.

L'octroi à l'Union de licences sur les *droits préexistants* au titre du présent contrat est valable pour le monde entier et pour la durée de la protection des droits de propriété intellectuelle.

Le paiement du prix indiqué dans le contrat est réputé inclure également toutes les rémunérations dues au contractant au titre de l'octroi à l'Union de licences sur les *droits préexistants*, notamment toutes les formes d'exploitation et d'utilisation des *résultats*.

Lorsque l'*exécution du contrat* requiert l'utilisation par le contractant d'un *matériel préexistant* appartenant au pouvoir adjudicateur, ce dernier peut demander au contractant de signer un accord de licence adéquat. Cette utilisation par le contractant n'entraîne aucun transfert de droits au contractant et se limite aux besoins du présent contrat.

### **– Droits exclusifs**

L'Union acquiert les droits exclusifs suivants:

- a) reproduction: le droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte, provisoire ou permanente, des *résultats* par quelque moyen (mécanique, numérique ou autre) et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) communication au public: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute présentation, représentation ou communication au public, par fil ou sans fil, y compris la mise à la

- disposition du public des *résultats* de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement; ce droit comprend également la communication et la diffusion par câble ou par satellite;
- c) distribution: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute forme de distribution au public, par la vente ou autrement, des *résultats* ou des copies de ceux-ci;
  - d) location: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la location ou le prêt des *résultats* ou des copies de ceux-ci;
  - e) adaptation: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute modification des *résultats*;
  - f) traduction: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la traduction, l'adaptation, l'arrangement et la création d'œuvres dérivées sur la base des *résultats*, et toute autre altération des *résultats*, sous réserve du respect des droits moraux des auteurs, le cas échéant;
  - g) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent une base de données: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire l'extraction de tout ou partie substantielle du contenu de la base de données vers un autre support, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit; et le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réutilisation de tout ou partie substantielle du contenu de la base de données par la distribution de copies, par la location, par des formes de transmission en ligne ou autres;
  - h) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent un objet brevetable: le droit d'enregistrer cet objet comme brevet et d'exploiter ce brevet au maximum;
  - i) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent des logos ou un objet qui pourraient être enregistrés comme marque: le droit d'enregistrer ce logo ou cet objet comme marque, de l'exploiter et de l'utiliser;
  - j) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent un savoir-faire: le droit d'utiliser ce savoir-faire autant que nécessaire pour utiliser au maximum les *résultats* prévus par le présent contrat, et le droit de le mettre à la disposition des contractants ou sous-traitants agissant au nom du pouvoir adjudicateur, sous réserve de la signature d'un engagement de confidentialité adéquat le cas échéant;
  - k) lorsque les *résultats* sont des documents:
    - i) le droit d'autoriser la réutilisation des documents conformément à la décision de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (2011/833/UE), dans la mesure où cette décision est applicable et où les documents relèvent de son champ d'application et ne sont pas exclus par l'une de ses dispositions; aux fins de la présente disposition, les termes «réutilisation» et «document» ont la signification qui leur est donnée par cette décision;
    - ii) le droit de stocker et d'archiver les *résultats* conformément aux règles de gestion des documents applicables au pouvoir adjudicateur, y compris la numérisation ou la conversion du format à des fins de conservation ou de nouvelle utilisation;
  - l) lorsque les *résultats* constituent ou comprennent un logiciel, y compris le code source, le code objet et, le cas échéant, de la documentation, du matériel préparatoire et des manuels, en plus des autres droits mentionnés dans le présent article:
    - i) les droits de l'utilisateur final, pour tous les usages, par l'Union ou les sous-traitants, qui résultent du présent contrat et de l'intention des parties;
    - ii) les droits de décompiler ou de désassembler le logiciel;

- m) dans la mesure où le contractant peut invoquer des droits moraux, le droit du pouvoir adjudicateur, sauf disposition contraire prévue dans le présent contrat, de publier les *résultats* avec ou sans mention du nom de l'auteur (des auteurs), et le droit de décider de la divulgation et de la publication des *résultats*, et du moment de cette divulgation et publication.

Le contractant garantit que les droits exclusifs et les modes d'exploitation peuvent être exercés par l'Union sur toutes les parties des *résultats*, qu'elles soient créées par le contractant ou qu'elles consistent en du *matériel préexistant*.

Lorsque du *matériel préexistant* est inséré dans les *résultats*, le pouvoir adjudicateur peut accepter des restrictions raisonnables ayant une incidence sur la liste ci-dessus, à condition que ledit matériel soit facilement identifiable et dissociable du reste, qu'il ne corresponde pas aux éléments substantiels des *résultats* et que, en cas de besoin, des solutions de remplacement satisfaisantes existent, sans engendrer de frais supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, avant de faire ce choix, le contractant devra en informer clairement le pouvoir adjudicateur, ce dernier ayant le droit de s'y opposer.

#### – Identification des droits préexistants

Lorsqu'il livre les *résultats*, le contractant doit garantir que ceux-ci ainsi que le *matériel préexistant* incorporé dans les *résultats* sont libres de droits et de revendications de la part des auteurs et des tiers pour toutes les exploitations envisagées par le pouvoir adjudicateur dans les limites fixées dans le présent contrat, et que tous les *droits préexistants* nécessaires ont été obtenus ou octroyés sous licence.

À cet effet, le contractant doit établir une liste de tous les *droits préexistants* sur les *résultats* du présent contrat ou sur des parties de ceux-ci, y compris l'identification des titulaires de droits. S'il n'existe aucun *droit préexistant* sur les *résultats*, le contractant doit fournir une déclaration à cet effet. Le contractant doit communiquer cette liste ou déclaration au pouvoir adjudicateur au plus tard avec la facture présentée pour le paiement du solde.

#### – Preuve de l'octroi des droits préexistants

À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit démontrer qu'il détient la propriété ou les droits d'exploitation de tous les *droits préexistants* énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par l'Union ou pour lesquels cette dernière octroie des licences. Le pouvoir adjudicateur peut demander ces preuves même après l'expiration du présent contrat.

Ces preuves peuvent notamment concerner les droits liés aux éléments suivants: parties d'autres documents, images, graphiques, polices, tableaux, données, logiciels, inventions techniques, savoir-faire, outils de développement informatique, routines, sous-routines ou autres programmes («technologies préexistantes»), concepts, maquettes, installations ou œuvres d'art, données, sources, documents préexistants ou toute autre partie d'origine externe.

Ces preuves doivent comprendre, le cas échéant:

- a) les nom et numéro de version du logiciel;

- b) l'identification complète de l'œuvre et de l'auteur, du développeur, du créateur, du traducteur, de la personne saisissant les données, du graphiste, de l'éditeur, du réviseur, du photographe, du producteur;
- c) une copie de la licence d'exploitation du produit ou de l'accord octroyant les droits en question au contractant ou une référence à cette licence;
- d) une copie de l'accord ou un extrait du contrat de travail octroyant les droits en question au contractant lorsque des parties du *résultat* ont été créées par son *personnel*;
- e) le texte de l'avis d'exclusion de responsabilité, le cas échéant.

La fourniture des preuves ne libère pas le contractant de ses responsabilités s'il apparaît qu'il ne possède pas les droits nécessaires, quels que soient le moment où ces faits ont été révélés et la (les) personne(s) qui les a (ont) révélés.

Le contractant garantit également qu'il dispose des droits ou des pouvoirs nécessaires pour procéder à la cession et qu'il a effectué tous les paiements ou vérifié qu'ils ont été effectués, y compris des redevances dues aux sociétés de gestion collective, relatifs aux *résultats* finals.

#### – Citation d'œuvres dans les résultats

Dans les *résultats*, le contractant signale clairement toute citation d'œuvres existantes. La référence complète doit comprendre, selon le cas: le nom de l'auteur, le titre de l'œuvre, la date et le lieu de publication, la date de création, l'adresse de publication sur l'internet, le numéro, le volume et toute autre information permettant que l'origine soit déterminée aisément.

#### – Droits moraux des auteurs

Par la livraison des *résultats*, le contractant garantit que les *auteurs* ne s'opposeront pas aux actions suivantes en vertu de leurs droits moraux au titre du droit d'auteur:

- a) la mention ou non de leur nom lors de la présentation des *résultats* au public;
- b) la divulgation ou non des *résultats* après leur livraison dans leur version finale au pouvoir adjudicateur;
- c) l'adaptation des *résultats*, à condition que cette adaptation se fasse d'une manière non préjudiciable à l'honneur ou à la réputation de l'auteur.

S'il existe des droits moraux sur des parties des *résultats* protégés par un droit d'auteur, le contractant doit obtenir le consentement des *auteurs* en ce qui concerne l'octroi des droits moraux pertinents, ou la renonciation à ceux-ci, conformément aux dispositions juridiques applicables et être prêt à fournir les pièces justificatives sur demande.

#### – Droits à l'image et enregistrements sonores

Si des personnes physiques apparaissent dans un *résultat* ou que leur voix ou autre élément privé est enregistré de manière reconnaissable, le contractant doit obtenir une déclaration dans laquelle ces personnes (ou celles investies de l'autorité parentale s'il s'agit de mineurs) autorisent l'exploitation prévue de leur image, de leur voix ou élément privé et présenter une copie de cette autorisation au pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier. Le contractant doit prendre les mesures nécessaires pour obtenir ce consentement conformément aux dispositions juridiques applicables.

### – Déclaration concernant le droit d'auteur pour les droits préexistants

Si le contractant conserve des *droits préexistants* sur des parties du *résultat*, il convient d'insérer une référence à cet effet en cas d'utilisation du *résultat* telle que la prévoit l'article I.10.1, à l'aide de la mention d'exclusion de responsabilité suivante: «© — année — Union européenne. Tous droits réservés. Certaines parties font l'objet d'une licence sous conditions à l'UE», ou autre clause équivalente que le pouvoir adjudicateur considère appropriée, ou dont les parties ont convenu au cas par cas. Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'insertion d'une telle référence serait impossible, notamment pour des raisons pratiques.

### – Visibilité du financement de l'Union et exclusion de responsabilité

Lors de l'exploitation des *résultats*, le contractant doit déclarer qu'ils ont été produits au titre d'un contrat avec l'Union et que les points de vue qui y sont exposés reflètent exclusivement l'opinion du contractant et ne constituent pas une prise de position formelle du pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut renoncer à cette obligation par écrit ou fournir le texte de la clause d'exclusion de responsabilité.

## FORCE MAJEURE

**II.14.1** Si une partie est confrontée à un cas de *force majeure*, elle doit immédiatement le *notifier* à l'autre partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de ces circonstances.

**II.14.2** Une partie n'est pas responsable des retards dans l'exécution de ses obligations au titre du contrat ou du non-respect de ces obligations si ce retard ou non-respect est le *résultat* d'un cas de *force majeure*. Si le contractant est empêché, par un cas de *force majeure*, de remplir ses obligations contractuelles, son droit au paiement de la rémunération se limite aux services effectivement fournis.

**II.14.3** Les parties doivent prendre toutes mesures nécessaires pour limiter les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de *force majeure*.

## DOMMAGES-INTERETS

### – Livraison tardive

Si le contractant n'exécute pas ses obligations contractuelles dans le délai fixé par le présent contrat, le pouvoir adjudicateur peut lui imposer le paiement de dommages-intérêts pour chaque jour de retard, calculés selon la formule suivante:

$$0,3 \times (V/d)$$

où

*V* est le prix de l'achat, de l'élément livrable ou du *résultat* concerné ou, à défaut, le prix mentionné à l'article I.4.1;

*d* est la durée mentionnée pour la livraison de l'achat, de l'élément livrable ou du *résultat* concerné ou, à défaut, la durée d'*exécution du contrat* visée à l'article I.3.3, exprimée en jours.

Des dommages-intérêts peuvent être imposés avec une réduction des prix conformément aux conditions énoncées à l'article II.16.

#### – Procédure

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention d'appliquer des dommages-intérêts et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui *notifier*, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention d'appliquer des dommages-intérêts; ou
- b) sa décision finale d'appliquer des dommages-intérêts et le montant correspondant.

#### – Nature des dommages-intérêts

Les parties reconnaissent et conviennent expressément que toute somme payable au titre du présent article ne constitue pas une sanction et représente une estimation raisonnable de la juste compensation des dommages causés par la non-fourniture des services dans les délais applicables fixés dans le présent contrat.

#### – Réclamations et responsabilité

Les réclamations de dommages-intérêts n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.18.

### REDUCTION DES PRIX

#### – Normes de qualité

Si le contractant ne fournit pas les services conformément au contrat («obligations inexécutées»), ou s'il ne fournit pas les services conformément aux normes de qualité attendues prévues dans le cahier des charges («livraison de faible qualité»), le pouvoir adjudicateur peut réduire ou recouvrer les paiements de manière proportionnelle à la gravité des obligations inexécutées ou de la livraison de faible qualité. Il s'agit en particulier des cas où le pouvoir adjudicateur ne peut approuver un *résultat*, rapport ou élément livrable tel que défini à l'article I.5 après présentation par le contractant des informations supplémentaires demandées, de corrections ou d'une nouvelle version.

Une réduction des prix peut être imposée avec des dommages-intérêts dans les conditions de l'article II.15.

– **Procédure**

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention de réduire le paiement et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui *notifier*, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention de réduire le paiement; ou
- b) la décision finale de réduire le paiement et le montant correspondant.

– **Réclamations et responsabilité**

Les réductions de prix n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.18.

**SUSPENSION DE L'EXECUTION DU CONTRAT**

– **Suspension par le contractant**

Si le contractant est confronté à un cas de *force majeure*, il peut suspendre l'*exécution du contrat*. Le contractant doit immédiatement *notifier* la suspension au pouvoir adjudicateur. La *notification* doit comprendre une description du cas de *force majeure* et indiquer le moment auquel le contractant devrait reprendre l'*exécution du contrat*.

Le contractant doit *notifier* au pouvoir adjudicateur qu'il est en mesure de reprendre l'*exécution du contrat*, à moins que celui-ci n'ait déjà résilié le contrat.

– **Suspension par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'*exécution* de tout ou partie *du contrat*:

- a) si la procédure d'attribution du contrat ou l'*exécution du contrat* se révèle entachée d'*erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude*;
- b) pour vérifier si les *erreurs substantielles, les irrégularités ou les fraudes* présumées ont effectivement eu lieu.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* la suspension au contractant. La suspension prend effet à la date de la *notification formelle*, ou à une date ultérieure indiquée dans la *notification formelle*.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier* au contractant le plus rapidement:

- a) sa décision de lever la suspension; ou

- b) son intention de résilier le contrat au titre de l'article II.18.1. point f) ou j).

Le contractant ne peut exiger d'indemnisation en cas de suspension d'une partie quelconque du contrat.

## RESILIATION DU CONTRAT

### – Motifs de résiliation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat dans les cas suivants:

- a) si la fourniture des services prévue dans le contrat n'a pas effectivement débuté dans les quinze jours suivant la date prévue à cet effet, et si la nouvelle date proposée, le cas échéant, est considérée comme inacceptable par le pouvoir adjudicateur, compte tenu de l'article II.11.2;
- b) si le contractant ne peut, par sa propre faute, obtenir un permis ou une autorisation nécessaire à l'exécution du contrat;
- c) si le contractant n'exécute pas le contrat conformément au cahier des charges ou s'il ne remplit pas une autre obligation contractuelle substantielle;
- d) si le contractant ou toute personne qui répond indéfiniment des dettes du contractant se trouve dans l'une des situations visées à l'article 106, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier<sup>2</sup>;
- e) si le contractant ou toute *personne liée* fait l'objet d'une des situations visées à l'article 106, paragraphe 1, points c) à f), ou à l'article 106, paragraphe 2, du règlement financier;
- f) si la procédure d'attribution du contrat ou l'exécution du contrat se révèle entachée d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude;
- g) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE;
- h) si le contractant se trouve dans une situation qui pourrait constituer un *conflit d'intérêts* ou un *intérêt à caractère professionnel contradictoire* visé à l'article II.7;
- i) lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle dans la situation du contractant est susceptible d'influer de manière substantielle sur l'exécution du contrat ou de modifier de manière substantielle les conditions dans lesquelles le contrat a initialement été attribué;
- j) en cas de *force majeure*, si la reprise de la mise en œuvre est impossible ou si un changement nécessaire au contrat signifierait que le cahier des charges n'est plus respecté ou donnerait lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires ou contractants.

<sup>2</sup> Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, tel que modifié <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32012R0966>

### – Motifs de résiliation par le contractant

Le contractant peut résilier le contrat:

- a) s'il détient la preuve que le pouvoir adjudicateur a commis des *erreurs substantielles*, des *irrégularités* ou une *fraude* dans la procédure d'attribution du contrat ou dans l'*exécution du contrat*;
- b) si le pouvoir adjudicateur ne respecte pas ses obligations, notamment l'obligation de fournir au contractant les informations nécessaires à l'exécution du contrat prévue dans le cahier des charges.

### – Procédure de résiliation

Une partie doit *notifier formellement* à l'autre partie son intention de résilier le contrat en précisant les motifs de la résiliation.

L'autre partie dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception pour faire part de ses observations, y compris les mesures qu'elle a prises pour assurer la continuité du respect de ses obligations contractuelles. À défaut, la décision de résiliation devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si l'autre partie présente des observations, la partie souhaitant résilier le contrat doit lui *notifier formellement* le retrait de son intention de résilier ou sa décision finale de résiliation.

Dans les cas visés à l'article II.18.1, points a) à d), et g) à i), et à l'article II.18.2, la date à laquelle la résiliation prend effet doit être précisée dans la *notification formelle*.

Dans les cas visés à l'article II.18.1, points e), f) et j), la résiliation est effective le jour suivant la date à laquelle le contractant a reçu *notification* de la résiliation.

En outre, à la demande du pouvoir adjudicateur et indépendamment des motifs de résiliation, le contractant doit fournir toute l'assistance nécessaire, y compris les informations, documents et dossiers, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'achever ou de continuer les services, ou de les transférer à un nouveau contractant ou en interne, sans interruption ou effet négatif sur la qualité ou la continuité des services. Les parties peuvent convenir d'établir un plan de transition précisant les modalités de l'assistance du contractant, à moins qu'un tel plan ne soit déjà détaillé dans les autres documents contractuels ou dans le cahier des charges. Le contractant doit fournir cette assistance sans frais supplémentaires, sauf s'il peut démontrer que cette assistance nécessite des ressources ou moyens supplémentaires substantiels, auquel cas il doit fournir une estimation des frais engagés et les parties négocieront un arrangement de bonne foi.

### – Effets de la résiliation

Le contractant est responsable des dommages subis par le pouvoir adjudicateur à la suite de la résiliation du contrat, y compris le coût de désignation d'un autre contractant pour fournir ou achever les services, à moins que les dommages n'aient été causés par la situation visée à l'article II.18.1, point j), ou à l'article II.18.2. Le pouvoir adjudicateur peut exiger l'indemnisation de ces dommages.

Le contractant n'a pas droit à une indemnisation des pertes résultant de la résiliation du contrat, y compris la perte de bénéfices attendus, à moins que cette perte n'ait été causée par la situation visée à l'article II.18.2.

Le contractant doit prendre toutes mesures nécessaires pour réduire les coûts au minimum, pour éviter les dommages et pour annuler ou réduire ses engagements.

Le contractant dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de résiliation pour présenter les rapports, éléments livrables ou *résultats* ainsi que les factures requis pour les services fournis avant la date de résiliation.

En cas d'offre conjointe, le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat conclu avec chaque membre du groupement séparément en vertu de l'article II.18.1, points d), e) ou g), dans les conditions fixées à l'article II.11.2.

## **FACTURES, TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET FACTURATION ELECTRONIQUE**

### **Factures et taxe sur la valeur ajoutée**

Sur les factures doivent figurer l'identité du contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe), le montant, la monnaie et la date, ainsi que la référence du contrat.

Les factures doivent indiquer le lieu d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) et doivent mentionner séparément les montants hors TVA et les montants TVA comprise.

Le pouvoir adjudicateur est exonéré de tous droits et taxes, notamment de la TVA, en application des dispositions des articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit effectuer les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin de s'assurer de l'exemption des droits et taxes, notamment de la TVA, pour les fournitures et services nécessaires à l'exécution du contrat.

### **Facturation électronique**

Si les conditions particulières le prévoient, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) présente des factures sous format électronique si les conditions concernant la signature électronique énoncées par la directive 2006/112/CE sur la TVA sont satisfaites, à savoir si une signature électronique qualifiée ou l'échange de données informatisé sont utilisés.

La réception des factures au format standard (pdf) ou par courrier électronique n'est pas acceptée.

## **REVISION DES PRIX**

Si un indice de révision des prix est prévu à l'article I.4.2, le présent article y est applicable.

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du contrat.

Au début de la deuxième année du contrat et de chaque année qui suit, chaque prix peut être révisé à la hausse ou à la baisse sur demande d'une des parties.

Une partie peut demander une révision des prix par écrit au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat. L'autre partie doit accuser réception de la demande dans un délai de 14 jours à compter de la réception de celle-ci.

À la date anniversaire, le pouvoir adjudicateur doit communiquer l'indice final du mois de réception de la demande ou, à défaut, le dernier indice provisoire disponible pour ce mois. Le contractant établit le nouveau prix sur cette base et le communique dès que possible au pouvoir adjudicateur pour vérification.

La révision des prix est calculée au moyen de la formule suivante:

$$Pr = Po \times \left( \frac{Ir}{Io} \right)$$

où: Pr = prix révisé;

Po = prix de l'offre;

Io = indice du mois d'entrée en vigueur du contrat;

Ir = indice du mois de réception de la demande de révision des prix.

## **PAIEMENTS ET GARANTIES**

### **– Date du paiement**

Les paiements sont réputés effectués à la date de débit du compte du pouvoir adjudicateur.

### **– Monnaie**

Les paiements sont exécutés en euros ou dans la monnaie indiquée à l'article I.7.

### **– Conversion**

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le pouvoir adjudicateur se fait au cours journalier de l'euro publié au *Journal officiel de l'Union européenne* ou, à défaut, au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable le jour de l'établissement de l'ordre de paiement.

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le contractant se fait au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable à la date de la facture.

[http://ec.europa.eu/budget/contracts\\_grants/info\\_contracts/inforeuro/inforeuro\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/inforeuro/inforeuro_fr.cfm)

– **Frais de virement**

Les frais de virement sont répartis comme suit:

- a) les frais d'émission facturés par la banque du pouvoir adjudicateur sont à la charge de ce dernier;
- b) les frais de réception facturés par la banque du contractant sont à la charge de ce dernier;
- c) les frais liés à un virement supplémentaire imputable à l'une des parties sont à la charge de celle-ci.

– **Garanties de préfinancement, garanties de bonne fin et retenues de garantie**

Si, conformément aux articles I.5 ou I.6, une garantie financière est exigée pour le versement d'un préfinancement, ou à titre de garantie de bonne fin ou de retenue de garantie, les conditions suivantes doivent être remplies:

- a) la garantie financière est fournie par une banque ou un établissement financier agréé par le pouvoir adjudicateur ou, à la demande du contractant et avec l'accord du pouvoir adjudicateur, par un tiers;
- b) le garant intervient en qualité de garant à première demande et n'exige pas que le pouvoir adjudicateur poursuive le débiteur principal (le contractant).

Les frais occasionnés par la fourniture de cette garantie sont à la charge du contractant.

Les garanties de préfinancement doivent rester en vigueur jusqu'à l'apurement du préfinancement par déduction des paiements intermédiaires ou du paiement du solde. Lorsque ce dernier prend la forme d'une note de débit, la garantie de préfinancement doit rester en vigueur pendant les trois mois qui suivent l'envoi de la note de débit au contractant. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans le mois qui suit.

Les garanties de bonne fin couvrent le respect des obligations contractuelles substantielles jusqu'à l'approbation définitive du service par le pouvoir adjudicateur. La garantie de bonne fin ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans son intégralité après l'approbation définitive du service, comme le prévoit le contrat.

Les retenues de garantie couvrent la totalité de la fourniture du service conformément au contrat, notamment durant le délai de responsabilité et jusqu'à son approbation définitive par le pouvoir adjudicateur. La retenue de garantie ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie après l'expiration du délai de responsabilité comme le prévoit le contrat.

Le pouvoir adjudicateur ne peut demander une retenue de garantie pour un contrat lorsqu'il a demandé une garantie de bonne fin.

### – Paiements intermédiaires et paiement du solde

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit présenter une facture pour demander le paiement intermédiaire, comme le prévoit l'article I.5 ou le cahier des charges.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit présenter une facture pour demander le paiement du solde dans les 60 jours suivant la fin de la période de fourniture des services, comme le prévoit l'article I.5 ou le cahier des charges.

Le paiement de la facture et l'approbation des documents n'emportent reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet ou exact des déclarations et informations qui y sont contenues.

Le paiement du solde peut prendre la forme d'un recouvrement.

### – Suspension du délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre à tout moment les délais de paiement visés à l'article I.5 en *notifiant* au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sa facture ne peut être traitée. Les motifs que le pouvoir adjudicateur peut invoquer pour justifier son incapacité à traiter une facture sont les suivants:

- a) la facture n'est pas conforme aux dispositions du contrat;
- b) le contractant n'a pas produit les documents ou éléments livrables appropriés; ou
- c) le pouvoir adjudicateur a des observations à formuler sur les documents ou éléments livrables présentés avec la facture.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier* une telle suspension au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) dès que possible, en la motivant.

La suspension prend effet à la date d'envoi de la *notification* par le pouvoir adjudicateur. Le délai de paiement restant reprend à compter de la date de réception des informations demandées ou des documents révisés ou de la réalisation des vérifications complémentaires requises, notamment des contrôles sur place. Si la période de suspension est supérieure à deux mois, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander au pouvoir adjudicateur de motiver le maintien de la suspension.

Lorsque les délais de paiement ont été suspendus à la suite du refus d'un document visé au premier alinéa du présent article et que le nouveau document produit est également refusé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat conformément à l'article II.18.1, point c).

### – Intérêts de retard

À l'expiration des délais de paiement visés à l'article I.5, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) est en droit d'obtenir des intérêts de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros (taux de référence), majoré de huit points. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement prend fin, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C.

La suspension du délai de paiement conformément à l'article II.21.7 ne peut être considérée comme donnant lieu à un retard de paiement.

Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et, au plus tard, la date du paiement telle que définie à l'article II.21.1.

Toutefois, lorsque les intérêts calculés sont d'un montant inférieur ou égal à 200 EUR, ils ne sont versés au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sur demande présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif.

## REMBOURSEMENTS

**II.22.1** Si les conditions particulières ou le cahier des charges le prévoient, le pouvoir adjudicateur doit rembourser les frais qui sont directement liés à la fourniture des services, soit sur présentation de pièces justificatives par le contractant, soit sur la base de taux forfaitaires.

**II.22.2** Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de voyage et de séjour sur la base de l'itinéraire le plus court et du nombre minimal de nuitées nécessaires au lieu de destination.

**II.22.3** Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de voyage comme suit:

- a) voyages aériens: jusqu'à concurrence du prix maximum d'un billet en classe économique au moment de la réservation;
- b) voyages par bateau ou par chemin de fer: jusqu'à concurrence du prix maximum d'un billet de première classe;
- c) voyages en voiture: au prix d'un seul billet de train en première classe pour le même parcours et dans la même journée.

En outre, le pouvoir adjudicateur rembourse les déplacements en dehors du territoire de l'Union s'il a donné son autorisation écrite au préalable.

**II.22.4** Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de séjour sur la base d'une indemnité journalière, comme suit:

- a) pour les déplacements aller-retour inférieurs à 200 km, aucune indemnité journalière n'est versée;
- b) l'indemnité journalière n'est due qu'après réception de pièces justificatives prouvant la présence de la personne concernée au lieu de destination;
- c) l'indemnité journalière couvre forfaitairement la totalité des frais de séjour, y compris les repas, les transports locaux, qui comprennent les déplacements à destination et au départ des aéroports ou des gares, les assurances et les menues dépenses;
- d) l'indemnité journalière est versée aux taux forfaitaires stipulés à l'article I.4.3;
- e) les frais d'hébergement sont remboursés à la réception des documents justificatifs des nuitées nécessaires au lieu de destination, jusqu'à concurrence des plafonds forfaitaires stipulés à l'article I.4.3.

**II.22.5** Le pouvoir adjudicateur rembourse le coût du transport des équipements ou des bagages non accompagnés s'il a donné son autorisation écrite au préalable.

## **RECOUVREMENT**

**II.23.1** Si un montant doit faire l'objet d'un recouvrement aux termes du contrat, le contractant doit reverser ledit montant au pouvoir adjudicateur.

### **I.1.2. Procédure de recouvrement**

Avant de procéder au recouvrement, le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention de recouvrer le montant concerné, en précisant le montant dû et les motifs du recouvrement et en invitant le contractant à faire part de ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si aucune observation n'a été présentée ou si, malgré les observations présentées, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la procédure de recouvrement, il doit confirmer ce recouvrement en *notifiant formellement* une note de débit au contractant, précisant la date de paiement. Le contractant doit payer le montant conformément aux dispositions de la note de débit.

Si le contractant n'a toujours pas effectué le paiement à la date d'échéance, le pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le contractant par écrit, recouvrer les montants dus:

- a) par compensation avec des sommes que l'Union ou la Communauté européenne de l'énergie atomique doivent au contractant;
- b) par mobilisation de la garantie financière si le contractant a remis une telle garantie au pouvoir adjudicateur;
- c) par une action en justice.

### **Intérêts de retard**

Si le contractant n'honore pas l'obligation d'acquitter le montant dû à la date d'échéance fixée par le pouvoir adjudicateur dans la note de débit, la somme due est majorée d'intérêts au taux indiqué à l'article II.21.8. Les intérêts de retard porteront sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date à laquelle le pouvoir adjudicateur obtient le paiement intégral de la somme due.

Tout paiement partiel s'impute d'abord sur les frais et intérêts de retard et ensuite sur le principal.

### **Règles en matière de recouvrement dans le cas d'une offre conjointe**

Si le contrat est signé par un groupement (offre conjointe), ce groupement est conjointement et solidairement responsable en vertu des conditions énoncées à l'article II.6 (responsabilité). Le pouvoir adjudicateur réclame d'abord la totalité du montant au chef de file.

Si le chef de file n'a toujours pas effectué le paiement à la date d'échéance et si le montant ne peut être compensé conformément à l'article II.23.2, point a), le pouvoir adjudicateur peut

réclamer l'intégralité du montant aux autres membres du groupement en leur *notifiant* la note de débit déjà envoyée au chef de file en vertu de l'article II.23.2.

## CONTROLES ET AUDITS

**II.24.1** Le pouvoir adjudicateur et l'Office européen de lutte antifraude peuvent procéder à un contrôle ou exiger un audit de *l'exécution du contrat*. Ces contrôles et audits peuvent être effectués par le personnel de l'OLAF ou par tout organisme externe mandaté par ce dernier à cet effet.

Ces contrôles et audits peuvent être lancés à tout moment durant *l'exécution du contrat* et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde.

La procédure d'audit commence à la date de réception de la lettre correspondante envoyée par le pouvoir adjudicateur. Les audits se déroulent en toute confidentialité.

**II.24.2** Le contractant doit conserver l'ensemble des documents originaux sur tout support approprié, y compris sur support numérique lorsque celui-ci est autorisé par la législation nationale, pendant une période de cinq ans à compter de la date de paiement du solde.

**II.24.3** Le contractant doit accorder au personnel du pouvoir adjudicateur et aux *personnes* extérieures mandatées par ce dernier un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le contrat est exécuté, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires, y compris sous format électronique, pour mener à bien ces contrôles et audits. Le contractant doit veiller à la disponibilité immédiate des informations au moment du contrôle ou de l'audit et, en cas de demande en ce sens, à leur transmission sous une forme appropriée.

**II.24.4** Sur la base des constatations faites lors de l'audit, un rapport provisoire est établi. Le pouvoir adjudicateur ou son mandataire doit l'envoyer au contractant, qui dispose de 30 jours à compter de la date de réception pour formuler des observations. Le contractant doit recevoir le rapport final dans un délai de 60 jours à compter de l'expiration du délai de présentation des observations.

Sur la base des constatations finales issues de l'audit, le pouvoir adjudicateur peut procéder au recouvrement total ou partiel des paiements effectués conformément à l'article II.23 et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

**II.24.5** En vertu du règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les *fraudes* et autres *irrégularités* et du règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). L'OLAF peut effectuer des enquêtes, y compris des contrôles et des vérifications sur place, afin d'établir s'il y a eu *fraude*, corruption ou autre activité illégale dans le cadre du contrat portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Les constatations qui ressortent d'une enquête peuvent entraîner des poursuites judiciaires au titre de la législation nationale.

Les enquêtes peuvent être réalisées à tout moment durant la fourniture des services et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde.

**II.24.6** La Cour des comptes dispose des mêmes droits, notamment du droit d'accès, que le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les contrôles et audits.

## Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection

Numéro de référence de la procédure : RFQ 10908

Intitulé de la procédure : Fournitures d'un service de nettoyage du bureau DG-ECHO à N'Djamena.

*[Option 1 pour les personnes morales]*

[Le][La] soussigné[e] [nom et prénom du signataire du présent formulaire], représentant la personne morale suivante:

Dénomination officielle complète:

Forme juridique officielle

Numéro d'enregistrement légal:

Adresse officielle complète:

N° d'immatriculation à la TVA:

Ci-après «la personne»

*[Option 2 pour les personnes physiques]*

[Le][La] soussigné[e] [nom et prénom du signataire du présent formulaire], dont la carte d'identité ou le passeport porte le n° [insérer le numéro], se représentant [lui][elle]-même:

Ci-après «la personne»

### A. DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION

La personne n'est pas tenue de remplir cette partie A de la déclaration (déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion) lorsque celle-ci a déjà été présentée aux fins d'une autre procédure d'attribution du même pouvoir adjudicateur<sup>1</sup>, pour autant que la situation n'ait pas changé et que la période de temps écoulée depuis la date de la déclaration ne dépasse pas un an.

En pareil cas, le signataire déclare que la personne a déjà fourni la même déclaration relative aux critères d'exclusion aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation :

Date de la déclaration	Référence complète de la précédente procédure

<sup>1</sup> Même institution, agence, organe ou organisme de l'UE.

## I – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LA PERSONNE

(à remplir par toutes les entités concernées<sup>2</sup>)

(1) déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON
(a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par le droit de l'Union ou le droit national;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit applicable;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères d'éligibilité ou de sélection ou dans l'exécution d'un marché ou d'une convention;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes ou d'autres entités en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable de l'un des faits suivants:		
i) la fraude au sens de l'article 3 de la directive (UE) 2017/1371 et de l'article 1 <sup>er</sup> de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>2</sup> Une «entité concernée» désigne chaque opérateur économique prenant part à la demande de participation/à l'offre. Il s'agit notamment des quatre catégories suivantes d'opérateurs économiques:

- ✓ candidat/soumissionnaire unique;
- ✓ membres d'un groupement (y compris le chef de file du groupement) en cas de demande de participation/d'offre conjointe;
- ✓ sous-traitants recensés; et
- ✓ autres entités (qui ne sont pas des sous-traitants) sur la capacité desquelles le candidat/soumissionnaire s'appuie pour remplir les critères de sélection.

ii) la corruption au sens de l'article 4, paragraphe 2, de la directive (UE) 2017/1371 ou la corruption active au sens de l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, ou les actes visés à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou la corruption telle qu'elle est définie dans d'autres droits applicables;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) les comportements liés à une organisation criminelle visés à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme au sens de l'article 1 <sup>er</sup> , paragraphes 3, 4 et 5, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) les infractions terroristes ou les infractions liées à des activités terroristes, ainsi que l'incitation à commettre une infraction, la complicité ou la tentative d'infraction, telles qu'elles sont définies aux articles 3 et 14 et au titre III de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) le travail des enfants ou les autres infractions liées à la traite des êtres humains visées à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché ou d'une convention financés par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou de la convention ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles et d'audits ou d'enquêtes effectués par un pouvoir adjudicateur, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou la Cour des comptes;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1er, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(g) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(h) ( <i>uniquement pour les personnes morales</i> ) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne a été créée dans l'intention visée au point g).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(2) déclare que, pour les situations visées aux points 1c) à 1h) ci-dessus, en l'absence de jugement définitif ou de décision administrative définitive, la personne <sup>3</sup> :	OUI	NON

<sup>3</sup> La déclaration au titre de ce point 2 est volontaire et ne peut produire d'effets juridiques défavorables pour l'opérateur économique tant que les conditions de l'article 141, paragraphe 1, point a), du RF ne sont pas remplies.

i. tombe sous le coup de faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par le Parquet européen, la Cour des comptes ou l'auditeur interne, ou de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué(e) sous la responsabilité d'un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii. fait l'objet de jugements non définitifs ou de décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant de mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii. tombe sous le coup de faits visés dans les décisions des entités ou des personnes chargées de tâches d'exécution du budget de l'UE;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv. est visée par des informations transmises par des États membres qui exécutent des fonds de l'Union;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v. fait l'objet de décisions de la Commission relatives à la violation du droit de l'Union dans le domaine de la concurrence ou de décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi. est informée, par tout moyen, qu'elle fait l'objet d'une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), soit parce que l'OLAF lui a donné la possibilité de présenter ses observations sur les faits la concernant, soit parce qu'elle a fait l'objet de contrôles sur place effectués par l'Office dans le cadre d'une enquête, soit parce qu'elle a reçu notification de l'ouverture ou de la clôture d'une enquête de l'OLAF la concernant ou de tout autre élément s'y rapportant.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**II – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES AYANT LE POUVOIR DE REPRESENTATION, DE DECISION OU DE CONTROLE A L'EGARD DE LA PERSONNE MORALE ET DES BENEFICIAIRES EFFECTIFS**

**Ne s'applique pas lorsque «la personne» est une personne physique, un État membre ou une autorité locale. Dans tous les autres cas, à remplir par toutes les entités concernées.**

(3) déclare qu'une personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de la personne (à savoir, par exemple, les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques ou morales détenant, à titre individuel, la majorité des parts), ou un bénéficiaire effectif de la personne [au sens de l'article 3, point 6), de la directive (UE) 2015/849] se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
situation visée au point 1) c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) e) ci-dessus (manquements graves dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

situation visée au point l) f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point l) g) ci-dessus (création d'une entité dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point l) h) ci-dessus (personne créée dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### III – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI REPENDENT INDEFINIMENT DES DETTES DE LA PERSONNE MORALE

**Ne s'applique pas lorsque «la personne» est une personne physique, un État membre, une autorité locale ou une personne morale à responsabilité limitée. Dans tous les autres cas, à remplir par toutes les entités concernées.**

(4) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect des obligations de paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### IV – AUTRES MOTIFS DE REJET DE LA PRESENTE PROCEDURE

***(à remplir individuellement par le candidat/soumissionnaire unique ou par tous les membres du groupement cas de demande de participation/d'offre conjointe)***

5) déclare que la personne:	OUI	NON
a) a participé précédemment à la préparation des documents de marché utilisés lors de la présente procédure d'attribution, si cela a entraîné une violation du principe d'égalité de traitement, notamment une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### V – MESURES CORRECTRICES

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne peut indiquer les mesures correctrices qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, afin de permettre à l'ordonnateur de déterminer si lesdites mesures suffisent à démontrer sa fiabilité. Il peut s'agir, par exemple, de mesures prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, de l'indemnisation du dommage ou du paiement des amendes ou de tout impôt ou toute cotisation de sécurité sociale. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point l) d) de la présente déclaration.

## VI - PIÈCES JUSTIFICATIVES RELATIVES AUX CRITÈRES D'EXCLUSION

Le cahier des charges indique avec précision quelles sont les entités concernées qui doivent fournir des pièces justificatives appropriées pour démontrer qu'elles ne se trouvent pas dans une situation d'exclusion visée au point 1), et le moment où il convient de fournir lesdites pièces.

Les éléments suivants sont susceptibles de constituer des pièces justificatives:

- pour les situations mentionnées aux points 1) a), c), d), f), g) et h) ci-dessus, un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.
- Pour les cas mentionnés aux points 1) a) et 1) b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes du pays d'établissement. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays d'établissement, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

La personne n'est pas tenue de fournir les pièces justificatives si elle les a déjà présentées aux fins d'une autre procédure d'attribution du même pouvoir adjudicateur<sup>4</sup>. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

La personne n'est pas tenue de fournir les pièces justificatives si celles-ci peuvent être consultées sans frais dans une base de données nationale.

Le signataire déclare que l'adresse internet de la base de données/les données d'identification ci-après donnent accès aux pièces justificatives demandées.

Adresse internet de la base de données	Données d'identification du document
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

### B. DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITÈRES DE SÉLECTION

Si la procédure comporte des lots, les déclarations dans cette partie B s'appliquent au(x) lot(s) pour le(s)quel(s) la demande de participation/l'offre est soumise.

<sup>4</sup> Même institution, agence, organe ou organisme de l'UE.

**I – CRITERES DE SELECTION****Critères de sélection applicables au candidat/soumissionnaire dans son ensemble - Évaluation consolidée**

*(à remplir UNIQUEMENT par le candidat/soumissionnaire unique ou par le chef de file du groupement en cas de demande de participation/d'offre conjointe)*

La personne qui, en tant que candidat/soumissionnaire unique/chef de file du groupement en cas de demande de participation/d'offre conjointe, soumettant une demande de participation/offre dans le cadre de la procédure susmentionnée:

6) déclare que le candidat/soumissionnaire, y compris tous les membres du groupement en cas de demande de participation/d'offre conjointe, les sous-traitants et les entités sur la capacité desquelles le candidat/soumissionnaire compte s'appuyer, le cas échéant:	OUI	NON
(a) remplit tous les critères de sélection pour lesquels il sera procédé à une évaluation d'ensemble conformément au cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**Critères de sélection applicables à titre individuel aux entités concernées - Évaluation individuelle**

*(à remplir individuellement par les entités concernées auxquelles les critères de sélection s'appliquent individuellement conformément au cahier des charges)*

La personne qui, en tant que candidat/soumissionnaire unique/membre d'une demande de participation conjointe/d'une offre conjointe, soumettant une demande de participation/offre dans le cadre de la procédure susmentionnée ou prenant part à celle-ci:

7) déclare que la personne satisfait aux critères de sélection qui lui sont applicables à titre individuel, à savoir:	OUI	NON	Sans objet
(a) dispose de la capacité technique de répondre aux besoins journaliers et hebdomadaires (confirmation de la prise en charge de l'intégralité des tâches demandées avec le personnel adapté).		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(b) Dispose de l'équipement technique, notamment la monobrosse et l'équipement pour fumigation.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(c) Dispose de la qualité environnementale des produits d'entretien /accessoires /matériel qui seront utilisés dans le cadre du présent marché.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**II) CRITERES DE SELECTION — INTERETS A CARACTERE PROFESSIONNEL CONTRADICTOIRES**

*(à remplir par toutes les entités concernées)*

La personne qui, en tant que candidat/soumissionnaire unique ou membre d'une demande de participation conjointe/d'une offre ou sous-traitant, soumettant une demande de participation/offre dans le cadre de la procédure susmentionnée ou prenant part à celle-ci:

8) déclare que la personne:	OUI	NON
(a) ne se trouve pas dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait porter atteinte à l'exécution du marché.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### III - PIÈCES JUSTIFICATIVES RELATIVES AUX CRITÈRES DE SÉLECTION

Le cahier des charges précise en détail quelles pièces justificatives doivent être fournies, à quel moment et par quelle entité concernée pour démontrer que le candidat/soumissionnaire remplit les critères de sélection.

Lorsque les pièces justificatives ne doivent pas accompagner la demande de participation/l'offre, la personne est invitée à préparer à l'avance les documents relatifs aux pièces justificatives, étant donné que le pouvoir adjudicateur peut demander que lesdits documents lui soient communiqués dans un délai réduit.

La personne n'est pas tenue de fournir les pièces justificatives si elle les a déjà présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché du même pouvoir adjudicateur<sup>5</sup> et si les documents en question sont toujours d'actualité.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

La personne n'est pas tenue de fournir les pièces justificatives si celles-ci peuvent être consultées sans frais dans une base de données nationale.

Le signataire déclare que l'adresse internet de la base de données/les données d'identification ci-après donnent accès aux pièces justificatives demandées.

Adresse internet de la base de données	Données d'identification du document
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

#### C. DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE A UN MONTANT DE DETTE CONSTATE DU A L'UNION

*(à remplir par le candidat/soumissionnaire unique ou par chaque membre du groupement en cas de demande de participation/d'offre conjointe)*

La personne qui, en tant que candidat/soumissionnaire unique/membre d'une demande de participation/d'offre conjointe, soumettant une demande de participation/offre dans le cadre de la procédure susmentionnée:

9) déclare que la personne:	OUI	NON
a) a une dette constatée envers l'Union, la Communauté européenne de l'énergie atomique ou une agence exécutive lorsque celle-ci met en œuvre le budget de l'Union.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>5</sup> Même institution, agence, organe ou organisme de l'UE.

**D. DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE A L'OFFRE SOUMISE**

*(à remplir individuellement par le candidat/soumissionnaire unique ou par le chef de file du groupement en cas de demande de participation/d'offre conjointe)*

Si la procédure comporte des lots, les déclarations dans cette partie D s'appliquent au(x) lot(s) pour le(s)quel(s) la demande de participation/l'offre est soumise.

10) déclare que la personne:	OUI	NON
a) [a préparé l'offre soumise] [s'engage à préparer l'offre (si elle est invitée à présenter une offre)] en toute indépendance et de manière autonome par rapport aux autres offres soumises dans le cadre de la même procédure de passation de marché.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

*La personne doit immédiatement informer le pouvoir adjudicateur de toute modification de la situation déclarée.*

*La personne est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.*

Nom et prénoms:

Date:

Signature:

*La déclaration doit être signée à l'aide d'une:*

*1. signature électronique (option recommandée):*

*Si vous avez la possibilité de signer la déclaration en utilisant une signature électronique qualifiée (SEQ), veuillez la faire signer électroniquement par votre ou vos représentants autorisés. Veuillez noter que seule la signature électronique qualifiée (SEQ) au sens du règlement (UE) n° 910/2014 (règlement eIDAS) sera acceptée.*

*Avant de renvoyer votre document signé électroniquement, veuillez vérifier la signature et la validité du certificat à l'aide de l'un des outils suivants:*

- *l'outil de validation DSS disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/cefdigital/DSS/webapp-demo/validation> peut vous aider à vérifier la validité d'un certificat en indiquant le nombre et le type de signatures valides dans un document;*
- *l'outil EU Trusted List Browser peut être consulté pour vérifier si le fournisseur de signature électronique et le service de confiance qu'il fournit figurent sur la liste de confiance de l'Union européenne: <https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home>.*

*Pour vous assurer que vous utilisez une SEQ conforme au règlement eIDAS, vous devez vérifier que le prestataire de services comme le service de création de certificats qualifiés utilisé figurent dans l'outil EU Trusted List Browser.*

*2. signature manuscrite:*

*Si vous n'avez pas la possibilité de signer la déclaration à l'aide d'une signature électronique qualifiée (SEQ), veuillez remplir électroniquement la déclaration, puis l'imprimer et la faire signer et dater par votre ou vos représentants autorisés au moyen d'une signature manuscrite.*



COMMISSION EUROPÉENNE  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE ET DES OPÉRATIONS D'AIDE  
HUMANITAIRE EUROPÉENNES (ECHO)

Bureau de N'Djamena / Tchad.

Ndjamena ,le 07 Avril 2023.

Nom :

Adresse :

**Objet: Appel d'offres RFQ 10908 -Invitation à participer à l'appel d'offre pour un service de Nettoyage et entretien du bureau ECHO de N'Djamena.**

Madame /Monsieur

1. ECHO souhaite se procurer les services susmentionnés. Nous vous envoyons le cahier des charges ainsi qu'une liste des documents que vous devez envoyer pour soumettre une offre, ainsi que le projet du bon de commande.
2. Si vous souhaitez nous vendre ce service, vous devez nous faire parvenir votre offre par courrier électronique au plus tard le 24/04/2023 à l'adresse suivante :

**[ECHO-Administration.Ndjamena@echofield.eu](mailto:ECHO-Administration.Ndjamena@echofield.eu)**

3. Votre offre doit:
  - être signée par votre représentant légal (ou vous-même si vous soumissionnez en tant que personne privée);
  - être facile à lire afin qu'il n'y ait aucun doute quant aux mots et aux chiffres;
  - inclure votre offre technique (annexe II);
  - inclure votre offre financière (annexe III) en Francs CFA sans tous droits, taxes et autres charges tels que la TVA, étant donné qu'ECHO est exonéré de ces taxes. Le montant de la TVA peut être indiqué séparément ;
  - inclure le formulaire d'identification et de capacité (annexe V) et la déclaration sur l'honneur signée (annexe VI).
  - inclure le FEL et le FCB (annexe VII) (si l'Office le souhaite)
4. La période de validité de votre offre sans modification autorisée est de 45 jours à compter de la date de clôture indiquée au point 2 ci-dessus.
5. Seuls les soumissionnaires invités peuvent participer à la présente procédure de passation de marché.
6. Lorsque vous faites une offre, cela signifie que vous acceptez toutes les conditions énoncées dans la présente invitation à soumissionner, dans le cahier des charges et dans le projet de contrat. Cela signifie également que vous renoncez à vos propres conditions et acceptez de n'utiliser que les conditions d'ECHO. Le service/la fourniture décrit (e)

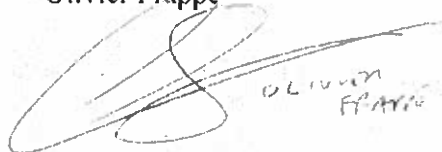
dans l'offre que vous soumettez est ce que vous devez légalement fournir pendant toute la période de validité du contrat signé par la suite.

7. ECHO se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires pendant la phase d'évaluation. La négociation ne peut modifier les exigences minimales et les critères d'exclusion et de sélection. En revanche, ce qui n'est pas défini en tant qu'exigence minimale dans le cahier des charges peut faire l'objet de négociations. ECHO peut négocier pour améliorer la qualité et/ou le prix.
8. ECHO n'attribuera pas de marché aux soumissionnaires qui:
  - se trouvent en situation de conflit d'intérêts;
  - se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par ECHO pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements; (les informations fournies ne sont pas exactes)
  - se trouvent dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation de ce marché visés à l'annexe V.
9. La soumission d'une offre ne signifie pas qu'ECHO signera un contrat avec vous. L'appel d'offres n'engage en rien ECHO. Une relation contractuelle ne commence qu'à la signature d'un contrat ou d'un bon de commande par ECHO.

Si le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse et CV), ces données seront traitées conformément au règlement (CE) no 2018/1725 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de votre offre, conformément aux spécifications de l'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement à cette fin par le chef de l'unité chargée des affaires juridiques de la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes. Des précisions concernant le traitement de vos données personnelles sont disponibles à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/info/departments/data-protection-officer\\_en](https://ec.europa.eu/info/departments/data-protection-officer_en).

10. Vos données à caractère personnel peuvent être enregistrées dans le système de détection rapide et d'exclusion (EDES) si vous vous trouvez dans l'une des situations visées à l'article 136 du règlement financier no 2018/1046 du 18/7/2018. Pour de plus amples informations, voir la déclaration relative à la protection de la vie privée à l'adresse suivante: [http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_en.cfm)

Olivier Frappé

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Olivier Frappé', written over a light blue circular stamp. The signature is fluid and cursive.

- I. Cahier des charges
- II. Offre et technique
- III. Offre financière.
- IV. Projet de bon de commande/contrat
- V. Formulaire d'identification et de capacité
- VI. Déclaration sur l'honneur
- VII. PEL et FCB (si l'Office le souhaite)